RETOUR À LA VIE NORMALE

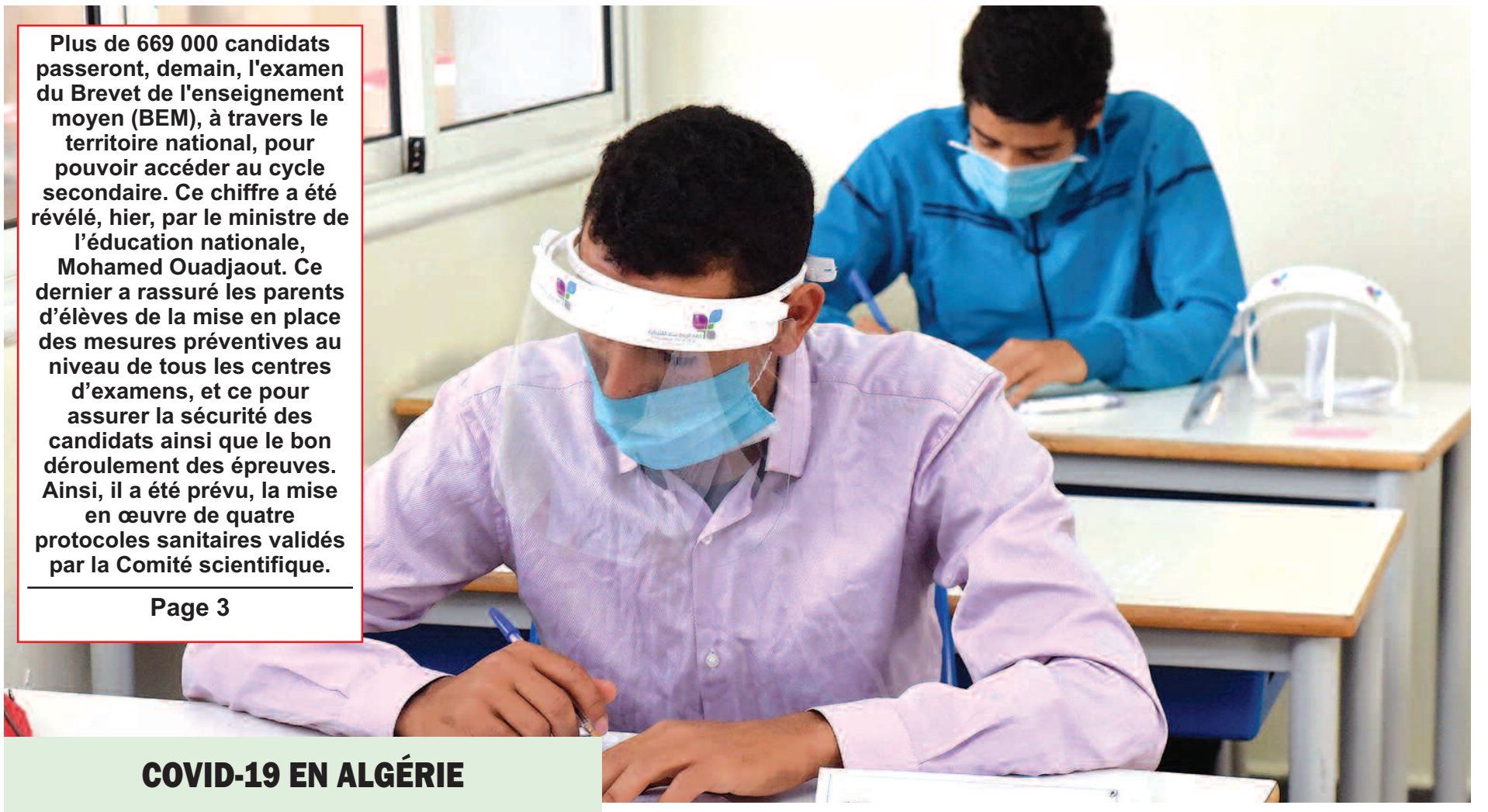
Vers une nécessaire cohabitation avec la Covid-19

Page 3

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6781 - DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Protocole sanitaire et examen du BEM

OUADJAOUT RASSURE



Plus de 669 000 candidats passeront, demain, l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), à travers le territoire national, pour pouvoir accéder au cycle secondaire. Ce chiffre a été révélé, hier, par le ministre de l'éducation nationale, Mohamed Ouadjaout. Ce dernier a rassuré les parents d'élèves de la mise en place des mesures préventives au niveau de tous les centres d'examens, et ce pour assurer la sécurité des candidats ainsi que le bon déroulement des épreuves. Ainsi, il a été prévu, la mise en œuvre de quatre protocoles sanitaires validés par la Comité scientifique.

Page 3

COVID-19 EN ALGÉRIE

Les contaminations repassent sous la barre des 300 cas

Page 2

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 À EL-OUED

Une délégation ministérielle pour s'enquérir de la situation

Page 4

DÉBAT SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Me BENABBOU : «C'EST UNE ALTERNATIVE LÉGALISTE»

Page 4

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO



CORONAVIRUS

Pas de vaccination généralisée avant mi-2021

IL N'Y AURA pas de vaccination généralisée contre la Covid-19, avant le milieu de l'année prochaine. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), un nombre considérable de candidats (au moins 6 à 9) sont maintenant entrés dans la phase 3 des essais, toutefois en termes de calendrier réaliste, il ne faut pas s'attendre à une vaccination généralisée contre le coronavirus avant mi-2021. Tandis que les préparatifs pour la distribution d'un vaccin s'accélèrent, notamment aux Etats-Unis et Russie, Margaret Harris, une porte-parole de l'OMS, a affirmé avant hier, lors d'un point presse à Genève, que la phase 3 des essais cliniques - c'est-à-dire l'étape de tests massifs sur des volontaires - prenait du temps, car les scientifiques doivent vérifier si le vaccin est efficace et sûr. Plusieurs dirigeants d'entreprises pharmaceutiques se sont engagés pour leur part à respecter les normes de «sécurité», et pour cause la concurrence fait rage pour mettre au point un vaccin contre la Covid-19, surtout que les appels se font insistants pour endiguer cette pandémie qui a paralysé la planète.
De son côté, Soumya Swaminathan, scientifique en chef à l'OMS, a expliqué cette semaine que l'organisation a travaillé avec des experts du monde entier, notamment de l'Agence américaine des médicaments (FDA) et de l'Agence européenne des médicaments (EMA), pour «proposer des critères» en matière de sécurité et d'efficacité des futurs vaccins. Selon la scientifique, l'organisation mondiale de la santé aimerait voir un vaccin ayant une efficacité d'au moins 50%. L'OMS «ne cautionnera pas» un vaccin contre le coronavirus s'il n'est pas sûr et efficace, a renchérit pour sa part son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Elle recommande en revanche «l'usage systématique des corticoïdes chez les patients atteints d'une forme sévère ou critique du Covid-19», à la lumière d'études montrant que ces médicaments réduisent la mortalité chez ces malades, selon des directives publiées dans la revue médicale BMJ. En Russie, près d'un mois après une annonce en grande pompe des autorités, les chercheurs ont publié une première étude qui montre que leur candidat-vaccin contre le coronavirus, Spoutnik V, donne des résultats préliminaires encourageants. Le vaccin en cours de développement par le gouvernement russe et l'institut de recherche Gamaleïa déclenche une réponse immunitaire et n'a pas entraîné d'effets indésirables graves, conclut l'article des chercheurs russes, publié par la prestigieuse revue britannique The Lancet, après évaluation par un comité de relecture composé de scientifiques indépendants. Depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus, au moins 875.703 personnes ont trouvé la mort dans le monde et plus de 26.671.700 autres ont été infectées.

M. M.

COVID-19 EN ALGÉRIE

Les contaminations repassent sous la barre des 300 cas

Le nombre des contaminations par la Covid-19 en Algérie poursuit sa tendance baissière avec l'enregistrement de 298 nouveaux cas confirmés en 24 heures. Quatre wilayas ont enregistré plus de 20 contaminations en 24 heures, à leur tête la wilaya de Skikda avec 27 nouveaux cas. «298 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 222 guérisons et dix décès ont été recensés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le total des cas de contamination à 46.071, des guérisons à 32.481 et celui des décès à 1.549», a déclaré le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du coronavirus, Djamel Fourar.



Le porte-parole a précisé, lors du point de presse quotidien de suivi de l'évolution de la pandémie en Algérie, que le taux de contamination à la Covid-19 s'élève à près de 105 cas pour 100.000 habitants, ajoutant que les nouvelles contaminations enregistrées les 24 dernières heures représentent 0.70 cas pour 100.000 habitants. Quatre wilayas ont enregistré, durant la même période, plus de 20 nouvelles contaminations à la Covid-19, à savoir, Skikda (27 cas), Tizi-Ouzou (25 cas), Tébessa (24 cas) et Oran (23 cas).
Les personnes âgées entre 25 et 59 ans représentent 55.3% des cas de contamination au nouveau coronavirus et celles âgées de plus de 60 ans représentent 32%. Les wilayas d'Alger (4.893 cas), Oran (3.602cas), Blida (3. 590 cas), Sétif (3.019 cas) et Batna (1.595 cas) représentent à elles seules 36.48 % des cas de contamination et 28% des décès enregistrés sur le territoire national. Pr Fourar a également indiqué que 18 wilayas n'ont connu aucun cas au coronavirus et 18 autres ont recensé entre un et neuf cas, alors que 12 wilayas ont enregistré plus de dix cas.
Concernant le nombre de personnes hospitalisées en réanimation, indicateur de la pression de l'épidémie sur le système hospitalier, Pr Fourrar a fait état de 42 patients admis dans les unités de soins intensifs à travers le pays. Enfin, le responsable a souligné que la situation épidémiologique actuelle exige vigilance et observation des règles d'hygiène et de distanciation physique de la part des citoyens, rappelant l'obligation du respect du confinement et du port des masques.
Il a aussi appelé à veiller à la santé des personnes âgées, particulièrement celles souffrant de maladies chroniques.
Dans le monde, la pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 880.555 morts dans le monde depuis l'apparition de la maladie fin décembre en Chine, selon un bilan établi hier à partir de sources officielles.
Plus de 26.892.373 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués depuis le début de l'épidémie, dont au moins 18.002.970 sont aujourd'hui considérés comme guéris.
Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations. Certains pays ne testent que les cas graves, d'autres utilisent les tests en priorité pour le traçage et nombre de pays pauvres ne disposent que de capacités de dépistage limitées.
Sur la journée de vendredi, 5.693 nouveaux décès et 305.583 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.
Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 1.089 nouveaux morts, les Etats-Unis (998) et le Brésil (888). Les Etats-Unis demeurent le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 187.777 décès pour 6.202.053 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins. Au moins 2.283.454 personnes ont été déclarées guéries.
Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le Brésil avec 125.502 morts pour 4.091.801 cas, l'Inde avec 69.561 morts (4.023.179 cas), le Mexique avec 66.851 morts (623.090 cas), et le Royaume-Uni avec 41.537 morts (342.351 cas). Parmi les pays les plus durement touchés, le Pérou est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 90 décès pour 100.000 habitants, suivi par la Belgique (85), l'Espagne (63), le Royaume-Uni (61), et le Chili (60).
La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao) a officiellement dénombré un total de 85.112 cas (10 nouveaux cas enregistrés hier), dont 4.634 décès (0 nouveau), et 80.284 guérisons.
L'Amérique Latine et les Caraïbes totalisaient hier 287.711 décès pour 7.704.484 cas, l'Europe 217.802 décès (4.143.485 cas), les Etats-Unis et le Canada 196.957 décès (6.332.878 cas), l'Asie 103.913 décès (5.619.770 cas), le Moyen-Orient 37.660 décès (1.555.795 cas), l'Afrique 30.865 décès (1.285.491 cas), et l'Océanie 795 décès (29.799 cas).

Mohamed Mecelti

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Un concours pour soutenir les innovateurs africains

L'UNION africaine des télécommunications (UAT) a lancé un concours pour soutenir les innovateurs africains dans la lutte contre la Covid-19, a annoncé hier samedi, dans un communiqué, Huawei Algérie, sponsor principal de l'évènement.
«L'UAT a lancé le Défi africain pour l'Innovation 2020. Un concours qui permet d'identifier et de soutenir des jeunes innovateurs africains ayant développé des applications mobiles utiles au profit de la lutte contre le Covid-19 ainsi que pour d'autres situations d'urgence en Afrique», fait savoir la même source. Les inscriptions au Défi pour l'Innovation de l'UAT s'effectuent sur le site www.atuuat.africa jusqu'au 14 septembre en cours. Selon M. John Omo, Secrétaire général de l'UAT, cité dans le communiqué, le lauréat du premier prix du concours remportera une récompense de 5.000 dollars en plus d'être engagé dans un programme de mentorat avec le soutien des partenaires de l'Union.
«Ce défi contribuera à identifier et tester des innovations disruptives et des nouveaux modèles commerciaux qui ont la capacité de redéfinir l'Afrique», a estimé M. Omo. Il a également souligné l'importance du soutien des institutions africaines à ses innovateurs. La cérémonie de lancement, qui s'est déroulée en ligne le 27 août 2020, en présence de ministères, de régulateurs, d'universitaires et d'organisations TIC, a porté sur le thème: «Comment l'Afrique peut-elle surmonter l'impact de la COVID-19 grâce à l'innovation ?».
Fondée en 1977, l'UAT est une agence de Union africaine (UA), spécialisée dans le domaine des télécommunications. Elle offre un forum aux acteurs impliqués dans les TIC afin de formuler des politiques et des stratégies efficaces visant à améliorer l'accès aux infrastructures et aux services d'information. Elle compte actuellement 48 États membres issus des gouvernements et 43 membres associés de la région africaine et d'ailleurs.

H. B.

PROTOCOLE SANITAIRE ET EXAMEN DU BEM

OUADJAOUT RASSURE

Plus de 669 000 candidats passeront, demain, l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), à travers le territoire national, pour pouvoir accéder au cycle secondaire. Ce chiffre a été révélé, hier, par le ministre de l'éducation nationale, Mohamed Ouadjaout.



Le nombre global des candidats à cet examen, qui se déroulera cette année dans un contexte exceptionnel, est de 669 379, dont 645 798 scolarisés et 23 581 candidats libres, a indiqué le ministre lors d'un point de presse, organisé au siège du ministère, soulignant que 52,74% des candidats sont des filles. En effet, l'examen du BEM pour la session 2020, n'est pas obligatoire pour le passage en première année secondaire, qui sera basé sur les contrôles continus du 1er et 2ème trimestre.

Pour ce qui est du personnel encadreur, le ministre a fait savoir que l'examen du BEM, dont les résultats seront connus fin septembre, sera encadré par 163 900 encadreurs et surveillants. Il sera également consacré 2556 centres d'examens et environ 18 centres de collectes et 68 centres de correction, encadrés par 40 500 correcteurs. Le ministre Mohamed Ouadjaout a rassuré les parents d'élèves de la mise en place des mesures préventives au niveau de tous les centres d'examens, et ce pour assurer la sécurité des candidats ainsi que le bon déroulement des épreuves.

Ainsi, il a été prévu, selon le secrétaire général du ministère de l'éducation, M. Abou Bakr Essedik Bouazza, la mise en œuvre de quatre (4) protocoles sanitaires validés par la Comité scientifique. En outre, il a indiqué que le ministère de l'Éducation a informé les candidats de ces mesures par le biais de leurs convocations. Dans ce même contexte et concernant les candidats à l'examen du baccalauréat, M. Ouadjaout a fait savoir qu'un total de 637 538 sont concernés, dont 223 668 candidats libres. Il a été consacré 2261 centres d'examens pour ces épreuves, dont les résultats seront connus début octobre.

Par ailleurs, M. Ouadjaout a tenu à rassurer les candidats du BAC et du BEM que «les épreuves d'examens seront issues des cours dispensés en classe pendant le premier et le deuxième trimestre». Le ministre de l'éducation a encore mis en garde contre toute tentative de triche lors des épreuves, et a fortement condamné et criminalisé cet acte, passible de sévères sanctions administratives et judiciaires, selon le code pénal. «Tout candidat pris en flagrant délit de copiage sera non seulement immédiatement exclu et fera également objet de poursuites judiciaires», a-t-il avertit.

Pour le premier responsable du secteur, le respect de l'éthique scolaire est un enjeu majeur qui touche à la fois à la crédibilité des examens et à la famille éducative , de façon générale.

Par ailleurs, le ministère de l'Education nationale a adressé à l'occasion des épreuves officiels en coordination avec les opérateurs de téléphonie mobile, des SMS pour sensibiliser les parents, les candidats et les encadreurs au respect impératif du protocole sanitaire.

Premiers du genre, ces SMS visent «la sensibilisation des candidats aux épreuves officielles et leurs parents à l'impératif de respecter le protocole sanitaire notamment le port de la bavette et la distanciation sociale». Les mêmes messages ont comporté un rappel aux sanctions prévues par la loi en cas d'atteinte à l'intégrité des épreuves.

Par ailleurs, les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont mobilisé 1 500 policiers, tous grades confondus, pour sécuriser les centres d'examen du Brevet d'enseignement moyen (BEM), prévu du 7 au 9 septembre courant, indique un communiqué des mêmes services.

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont tracé un plan sécuritaire préventif à l'occasion de l'organisation de l'examen du BEM, du 7 au 9 septembre courant. Ainsi, 1500 policiers, tous grades confondus, ont été mobilisés pour sécuriser 168 centres d'examen repartis sur le territoire de compétence de la Sûreté de la wilaya d'Alger, a précisé la même source.

La Sûreté de la wilaya veillera à la sécurisation de l'opération d'acheminement des sujets et des copies d'examen aux centres de collecte, a ajouté la même source.

Ce dispositif qui renforcera les effectifs déjà mobilisés et dotés de moyens et équipements nécessaires, veillera à la sécurisation des centres d'examen et leurs périmètres, à l'interdiction du stationnement anarchique des véhicules près des centres d'examen et à la coordination permanente avec les chefs de centres en vue de faire face à tout imprévu susceptible d'entraver le bon déroulement des examens.

Il s'agit également du renforcement des patrouilles motorisées et pédestres pendant le déroulement des examens ainsi que la sécurisation des moyens de transport autorisés à l'instar du tramway.

Par ailleurs, les Cellules d'écoute et d'actions préventives (CEAP) de la wilaya d'Alger ont procédé à l'accompagnement psychologique des candidats, lors de la révision, en les sensibilisant à respecter les mesures de prévention contre le nouveau coronavirus, notamment la distanciation physique, le port obligatoire de bavettes et l'application du gel hydroalcoolique.

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont appelé l'ensemble des conducteurs ainsi que les parents d'élèves qui accompagneront leurs enfants au centres d'examens à respecter le code de la route et à éviter le stationnement ou l'arrêt près des centres d'examens, a conclu le communiqué.

Lynda Louifi

RETOUR À LA VIE NORMALE

Vers une nécessaire cohabitation avec la Covid-19

LE PIC de contamination à la Covid-19 annoncé n'a pas eu lieu. Un peu plus de quinze jours après l'ouverture des plages, des mosquées et des centres de loisirs, la recrudescence des cas n'a pas eu lieu, alors que les foules formées, notamment sur les plages, faisaient craindre le pire. Au contraire, le bilan quotidien communiqué par le ministère de la Santé fait état de la baisse quotidienne des contaminés. Une situation qui dicterait un retour à la vie normale, mais tout en restant sur ses gardes, en optant pour le respect des gestes barrières. Une recommandation qui n'a pas changé depuis la propagation du virus.

A la faveur de l'amélioration de la situation sanitaire dans le pays, les autorités ont décidé d'alléger une nouvelle fois le confinement. Le 31 août passé, les pouvoirs publics ont décidé de l'adaptation de la liste des wilayas concernées par le confinement partiel. 16 wilayas sont désormais soumises à cette mesure. D'autres mesures d'exception ont été levées et beaucoup d'activités sont autorisées à reprendre le service, malgré que le virus circule toujours. La question de «cohabiter» avec ce virus comme celui de la grippe saisonnière est plus que jamais posée, sachant que le confinement instauré depuis six mois, a eu un impact négatif sur l'économie du pays. Un retour à la normale est donc dicté par la stabilisation et l'amélioration de la situation épidémiologique, mais surtout par la situation économique difficile que traverse le pays.

C'est d'ailleurs ce qu'a affirmé Mohamed Bekkat Berkani, membre du Comité scientifique de suivi de la pandémie. Il plaide pour un retour à une vie normale après un confinement de six mois, qui a, dit-il, affecté négativement la situation économique. Ce retour à la normale est aussi dicté par l'amélioration de la situation sanitaire du pays. Selon lui, la situation est en train de «s'améliorer et de se stabiliser, car il y a une diminution du nombre de cas confirmés au quotidien».

Néanmoins, il est important de préserver les acquis obtenus, en veillant au respect strict des mesures préventives. Il a dans ce sens invité les algériens à se résigner à vivre et coexister avec ce virus, en adoptant les gestes barrière et en étant vigilant pour limiter sa propagation, et précise-t-il, maintenir le résultat satisfaisant que nous avons obtenu, notamment «grâce aux efforts consentis par l'Etat et l'ensemble des responsables dans le cadre de la lutte contre la Covid-19».

Cependant, le retour à la normal implique également la reprise dans tous les secteurs. Or, ce n'est pas encore le cas. Si pour certains secteurs une date est fixée pour la reprise, telle la rentrée scolaire et universitaire, pour d'autres rien n'est encore décidé. La célébration des fêtes de mariages, notamment dans les salles de fête n'est toujours pas autorisée et les frontières restent toujours fermées.

Une question sur laquelle a été interpellé Mohamed Bekkat Berkani qui s'est montré prudent à cette éventualité. Selon lui, cette décision doit être en adéquation avec la situation épidémiologique dans certains pays, dont la France, l'Espagne et même le Maroc. Son argument : les premiers cas enregistrés en Algérie ont été importés de l'étranger.

En sommes, si la situation sanitaire du pays s'améliore davantage, un retour total, mais progressif, à la normale peut être envisagé les prochaines semaines, mais dans le respect des mesures barrières comme préconisé par les spécialistes. Car le pays n'est peut être pas à l'abri d'une nouvelle flambée des contaminations.

Lilia Aït Akli

DÉBAT SUR LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Me Benabbou : «C'est une alternative légaliste»

L'éventuelle saisine du Parlement par le président de la République concernant le débat du projet de la révision constitutionnelle, se veut «un légalisme» de sa part, en se fiant aux seules prescriptions constitutionnelles.



C'est du moins l'avis de la constitutionnaliste, Fatiha Benabbou, qui s'est exprimé à la veille du Conseil des ministres consacré, essentiellement, au débat et à l'adoption, aujourd'hui, de la mouture constitutionnelle avant sa présentation au Parlement. Me Benabbou estime, dans ce sens, que le passage direct à des législatives anticipées ne sera pas sans quelques risques. Selon ces analyses, le prochain Parlement prendra probablement la forme d'une institution «patchwork», composée «de micro partis, sans ancrage sociologique», compte tenu de l'état actuel des deux chambres, qui connaissent «l'effondrement de l'ancienne alliance présidentielle». Ce qui, à ses yeux, pourrait entraîner des crises politiques. Tout affirmant que l'actuel Parlement est bel et bien discrédité par, notamment les derniers aveux publics d'anciens responsables et parlementaires devant les tribunaux, Me Benabbou a déclaré que «l'option, en premier, entre des élections législatives anticipées ou la révision de la constitution, charrie des risques, sinon des dangers». «La première alternative comporte, sans aucun doute des impondérables. Il va sans dire que des élections législatives anticipées n'auraient eu un sens, que si le Hirak avait donné naissance à des forces politiques nouvelles». «Or, ce qui n'est pas le cas», ajoute la juriste dans son entretien accordé au site électronique Algérie1.

Elle a tout de même averti contre le risque qui pourrait se produire de la nouvelle assemblée élue qui se croit, dit-elle, investie en tant «qu'assemblée constituante souveraine» avec, dans le lot, le risque de remettre en cause le «fragile» compromis autour de la question de l'identité nationale.

Pour elle, si le président de la République a choisi de réviser en premier, la constitution, il n'a d'autres alternatives, s'il veut demeurer légaliste, que de respecter scrupuleusement les prescriptions constitutionnelles.

Sur le sort de l'actuelle APN après la tenue du référendum, prévue pour le 1er novembre prochain, la constitutionnaliste a indiqué qu'elle ne va pas entrainer automatiquement sa dissolution. Cependant, le chef de l'Etat dispose, en vertu de l'article 147 de la Constitution, de la prérogative de dissoudre l'Assemblée populaire nationale, sans exiger d'autres conditions hormis «la consultation formelle» de certaines personnalités, prévoit la spécialiste en droit constitutionnel. Une décision qui, par son application, répondra à une des «exigences phares du Hirak», poursuit –elle, exprimant un conte avis de la déclaration du secrétaire général du RND, Tayeb Zitouni. «Ce sont plutôt les relations incestueuses entre la politique et l'argent qui sont porteuses de grands dangers pour la stabilité du pays. Les effets délétères de l'argent sur la politique est une vieille rhétorique, c'est même un mélange explosif en mesure d'emporter l'Etat», fait-elle observer.

Par ailleurs, Me Benabbou constate que les évolutions en Algérie se font par ruptures et le mouvement populaire a, certainement, fait bouger les lignes. Elle a expliqué que ce sont les conditions sociales et économiques qui feront évoluer le droit.

En somme, la constitutionnaliste évoque l'émergence d'une éventuelle reconfiguration du paysage politique, après la désagrégation de la majorité des formations politiques, qui dominaient, du moins avant le soulèvement populaire du 22 février 2019, la scène nationale. Le prochain parlement connaitra ainsi, l'absence de majorités politiques, ce qui impliquera, à ses yeux, le retour à l'éclatement de la représentation. Elle appréhende, dans ce sens, que «la fragilité» du nouveau champ politique entrainera dans son sillage la reproduction de crises politiques connues par le passé.

Aziza Mehdid

FUITE DE L'OLÉODUC OK1 À EL-OUED

Une délégation ministérielle pour s'enquérir de la situation

UNE DÉLÉGATION ministérielle conduite par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Kamel Beldjoud, s'est rendue hier samedi dans la wilaya d'El-Oued, pour s'enquérir de la situation concernant la fuite de pétrole survenue jeudi dernier sur l'oléoduc OK1.

Composée également des ministres de l'Énergie, de l'Environnement, des Ressources en eau et de l'Agriculture et du développement rural, respectivement, Abdelmadjid Attar, Nassira Benharrat, Arezki Berraki et Abdelhamid Hamdane, la délégation a visité le site où s'est déclaré la fuite afin de s'enquérir des dégâts occasionnés et de la menace pesant sur l'environnement ainsi que des mesures prises pour remédier à la situation.

Le groupe Sonatrach a fait état, hier samedi dans un communiqué, de plusieurs mesures et décisions prises pour remédier aux dégâts de la fuite de pétrole survenue jeudi dernier, en raison des intempéries, au niveau du pipeline OK1 dans la région d'El-Baadj (El-Oued), reliant Haoud El-Hamra (Hassi-Messaoud) et Skikda.

«A l'issue de la visite d'inspection effectuée dans la région d'El Baaj, vendredi 4 septembre 2020 dans la soirée, par le P-DG de la Sonatrach, accompagné d'une délégation, plusieurs mesures et décisions ont été prises pour remédier aux dégâts dus à la fuite de pétrole», a-t-on relevé de même source.

Des mesures qui consistent à diligenter une enquête complémentaire pour déterminer d'autres raisons derrière cet incident et dépêcher une équipe multidisciplinaire pour établir un diagnostic global tout le long de l'oued afin d'évaluer l'ampleur des dégâts potentiels sur l'environnement. Il a été décidé ainsi de mobiliser, dans l'immédiat, l'ensemble des moyens et filiales du Groupe pour l'absorption des eaux polluées le long de l'oued, le traitement de toutes les flaques d'eau contaminées et le terrassement de certains tronçons qui feront l'objet de traitement par des unités spécialisées de l'entreprise, ajoute-t-on dans le communiqué.

De même qu'il a été institué d'effectuer, durant une année entière, un contrôle périodique de la qualité des eaux souterraines via le matériel de la Sonatrach, en mobilisant ses laboratoires pour mener à bien cette mission. Pour ce faire, la société nationale procèdera au forage de puits d'appréciation dans la région où s'est produit l'accident.

«L'ensemble des moyens ont été mobilisés pour pallier les séquelles de cet incident et la situation est totalement sous contrôle», assure la Sonatrach.

Le Groupe public avait fait état, vendredi soir dans un communiqué, de deux fuites de pétrole survenues, jeudi, au niveau du pipeline OK1 dans la région d'El Baaj (El Oued), reliant le bassin rouge (Hassi Messaoud) et Skikda, rassurant que des équipes techniques spécialisées de Sonatrach avaient procédé, dès les premières heures de la journée de vendredi, à une opération d'absorption de la quantité de pétrole répandue, et entamé les travaux d'entretien au niveau de la partie endommagée par les inondations.

La Sonatrach a indiqué que les mauvaises conditions météorologiques qui ont touché les régions du sud seraient à l'origine de ces fuites. La première fuite a été enregistrée à la sortie de la station de pompage SP2 à Djaamaa, dans la commune d'El Oued, point 190 + 200 (PK), contrôlée par les équipes de maintenance de Sonatrach, a indiqué le communiqué, affirmant que des travaux d'entretien sont en cours. La deuxième fuite a été, quant à elle, enregistrée au point PK 263 dans la région d'Al-Baaj, dans la wilaya déléguée d'El M'gheir.

Le document note que la compagnie a procédé à l'isolement des deux points kilométriques (PK) 233 et (PK) 264+300 et a mis en place toutes les mesures nécessaires pour contrôler la situation, dont l'arrêt provisoire de pompage via cet oléoduc.

Des équipes techniques spécialisées "ont été mobilisées pour la réparation des dégâts, et ce, dans les plus brefs délais, tout en assurant la sécurité des individus et des installations, et en tenant compte de la préservation de l'environnement", a assuré le Groupe Sonatrach.

M. B.

DIRECTION ALGÉRIE TÉLÉCOM DE CONSTANTINE

DES CHEFS D'ENTREPRISES DE TÉLÉ-COM MONTENT AU CRÉNEAU

Un groupe d'entrepreneurs constantinois activant dans le secteur des télécom a lancé un brulot à l'encontre du premier responsable de la direction opérationnelle d'Algérie Télécom de la capitale de l'Est. Nourredine Malki, président de l'association des chefs d'entreprises de télécommunication de Constantine, Acetec, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère lors d'un point de presse tenue hier au siège de l'association à la cité Boussouf dans l'espoir de voir la tutelle réagir du moins la nouvelle direction installée en fin de semaine dernière diligenté une commission.



Il accuse les responsables de la direction opérationnelle de «manigance dans les cahiers des charges ainsi que les procès-verbaux, de vol de câbles et de corruption avec la complicité de cadres de l'entreprise». L'affaire dit-il est «sous la loupe des enquêteurs de la brigade économique de la police judiciaire de la sureté de wilaya de Constantine».

Le conglomérat associatif constitué d'une vingtaine de chefs d'entreprises exige l'ouverture d'une enquête interministérielle pour «qu'enfin soit démasqués les responsable de ce qu'il ont qualifié de gabegie dont sont auteurs des responsables de la direction opérationnelle d'Algérie télécom de la ville des ponts.

Des pratiques maintes fois dénoncées et portées à la connaissance du premier responsable qui refuse de communiquer et même d'adhérer à des «suggestions des entreprises pourtant partenaires à part entière dans ce secteur». Ils lui reprochent d'ailleurs un comportement clientéliste et un favoritisme dans l'octroi de projets pour une poignée, une demi-douzaine, d'entreprises.

Ils s'interrogent ainsi sur le refus du directeur opérationnel de notifier par procès-verbal les remarques et suggestions de membres de l'association mentionnées lors une réunion tenue le 24 aout dernier ayant rassemblé toutes les parties, dont le directeur lui-même. Ils dénoncent ainsi les pressions dont sont victimes certains chefs d'entreprises membres de l'association qui gênent les représentants de l'entreprise nationale des télécom par le fait qu'ils guettent le moindre faux pas de ses cadres.

Le président de l'association ne manque pas par ailleurs d'énumérer une série de griefs retenus contre les responsables de la direction opérationnelle seule habilitée à délivrer les projets aux entreprises.

Ainsi, l'on apprend que des chambres de tirage pour les installations sous trottoir, destinées au tirage et raccordement des câbles télécom et fibre optique sont en très mauvais état en raison du refus du premier responsable à faire participer aux opérations d'entretien et de nettoyage des entreprises créées par de jeunes dans le cadre du dispositif de l'Ansej, ce qui est à l'origine de l'apparition de points noirs causant d'énormes problèmes au réseau des télécom pénalisant du cout les clients aussi bien public que particulier notamment en matière de débit d'internet. «Des chambres à Daksi, El-Khroub, Ai Mendjli ou encore Boussouf pour ne citer que ces quatre points noirs, causent d'énormes problèmes au réseau, en raison justement du manque d'entretien», précise le président de l'association. Autres points soulevés, plusieurs projets sont à l'arrêt, en raison de la lenteur dans la pré-réception et la réception des chantiers, et même des fois l'absence totale du suivi des chantiers ; la lenteur de traitement des dossiers ainsi que dans le paiement des prestations.

Le premier responsable est aussi accusé d'avoir sciemment bloqué le lancement du plan de charge 2020, dont une convention entre l'association et la chambre de commerce et d'industrie Rhumel et la confédération du patronat dans le cadre d'investissements en collaboration avec des partenaires espagnols. Pour toutes ces raisons, ces chefs entreprises se sentant lésés par un comportement digne d'une ère révolue «espère une réaction d'en haut», pour périphraser l'un d'entre eux présent lors de la rencontre.

Amine B.

NAZIH BERRAMDANE :

«La société civile est le complément des institutions de l'Etat»

LE CONSEILLER auprès du président de la République chargé du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger, Nazih Berramdane, a soutenu, samedi à Aïn Defla, que la société civile dans l'Algérie nouvelle «ne constitue pas le concurrent des institutions de l'Etat mais doit en être le complément dans le seul intérêt du pays».

«Le rôle de la société civile dans l'Algérie nouvelle n'est plus à démontrer, une entité qui ne constitue pas le concurrent des institutions de l'Etat mais qui doit en être le complément dans le seul intérêt du pays», a souligné M. Berramdane lors d'un point de presse tenu en marge de la rencontre consultative qu'il animé à la maison de la Culture Emir Abdelkader sur «les mécanismes de la promotion du rôle de la société civile dans la dynamisation des principes de la démocratie consultative». Pour étayer son affirmation, il s'est attardé sur l'élan de solidarité «spontané» dont a fait preuve la société civile lors de la pandémie de la Covid-19, notamment dans le domaine de la confection des masques de protection et de distribution de vivres aux populations handicapées par le confinement sanitaire au niveau des zones reculées du pays.

Tout en mettant l'accent sur le fait que l'»Algérie nouvelle doit être bâtie sur de nouvelles mentalités», il a exhorté le mouvement associatif à s'acquitter de sa mission dans le changement escompté, signalant que mouture finale du projet d'amendement de la Constitution confère à la société civile une place prépondérante compte tenu du rôle qu'elle est appelée à jouer.

«Il ne fait pas de doute que compte tenu du rôle qu'elle est appelé à jouer et de la dynamique qu'elle est censée impulser à la vie politique du pays, la société civile figurera au sein de la prochaine Constitution qui, comme tout un chacun le sait, fera l'objet d'un référendum le 1er novembre prochain», a-t-il soutenu.

Evoquant le code des associations, il a noté qu'à la lumière des observations qui se sont dégagées à la suite de ses rencontres avec les représentants de la société civile de nombreuses wilaya, la révision de ce dernier s'avère «inéluctable» compte tenu de son incompatibilité avec les développements de la société ainsi que des visions et approches de l'Algérie nouvelle. Il a toutefois fait remarquer que la révision du code des associations ne se fera qu'à l'issue du cycle de rencontres animés avec les représentants de la société civile des autres wilaya, «une échéance qui nous permettra de voir plus clair et de mettre en place la stratégie la plus à même de permettre un rôle efficient du mouvement associatif», a-t-il observé.

Pour M. Berramdane, il est impératif d'impliquer le mouvement associatif dans le domaine du développement, «voire en matière de création de richesses et de postes d'emplois», observant que l'avenir des associations dépendra désormais de leur degré d'efficacité et de la pertinence du projet qu'ils défendent.

«Au lieu de se plaindre du manque de moyens financiers alloués par les pouvoirs publics, certaines associations peuvent jouer un grand rôle en matière de développement socio-économique», a-t-il soutenu, reconnaissant toutefois qu'en sus du facteur temps, cet état de fait nécessite une formation solide et un accompagnement au profit de ces groupements sociaux.

S'attardant sur les rencontres qu'il anime depuis quelques temps avec les représentants de la société civile à l'échelle nationale, il a noté qu'en sus de la prise de connaissance des préoccupations et attentes des acteurs de la société civile, leur objectif consiste à lever les obstacles les entravant dans la mission afin d'optimiser leur rendement.

Lors de sa rencontre avec les représentants de la société civile de Aïn Defla, le conseiller du président de la République en charge du mouvement associatif et de la communauté nationale à l'étranger s'est notamment réjoui que la richesse du mouvement associatif national réside, notamment, dans le fait que les jeunes maîtrisant les technologies du numérique, de la communication et de l'information en constitue l'écrasante majorité.

Dans le cadre de la valorisation de cette richesse, il a fait état de la prochaine élaboration d'une plate-forme numérique nationale à même de constituer un instituer M. Berramdane, cette plate-forme «ouverte à tous les acteurs du domaine» constituera un «moyen de communication direct et permanant» avec son organe consultatif en vue de «faire des propositions et de soumettre différentes préoccupations» tout en «obtenant des informations officielles fiables dans différents domaines», a-t-il assuré.

Lors des débats, les représentants de la société civile ont soulevé diverses préoccupations se rapportant à la nécessité de bannir un certain nombre de «réflexes» les entravant grandement dans l'exercice de leur mission au profit du citoyen.

M. D.

MALI

La junte lance des concertations nationales sur la transition

Les colonels au pouvoir au Mali depuis la mi-août ont lancé une consultation afin de définir les contours du processus de transition démocratique. Un travail rendu compliqué par la multiplication des attaques terroristes.

La junte au pouvoir au Mali depuis trois semaines lance samedi et dimanche, sous le regard attentif de la communauté internationale, une vaste consultation avec les partis et la société civile, sur la transition censée ramener les civils à la tête de ce pays en proie aux attaques djihadistes meurtrières.

Les colonels qui ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta - récemment remis en liberté - le 18 août ont promis de rendre les commandes aux civils à l'issue d'une transition d'une durée encore indéterminée.

Mais la forme et la durée de cette transition, deux sujets de frictions avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui a imposé des sanctions aux nouveaux dirigeants militaires, ne sont pas encore fixées.

Le lancement de cette large consultation avait subi un sérieux contretemps le week-end dernier. Les militaires l'avaient reportée, en pleine querelle avec un acteur primordial de la crise, le Mouvement du 5-Juin/Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP).

Ces rencontres, sous la présidence du colonel Assimi Goïta, le nouvel homme fort du Mali, commenceront finalement samedi à 9h30 (GMT et locales) à Bamako, ainsi que dans les capitales régionales du Mali, sous la houlette des gouverneurs de région, selon la junte. «La concertation nationale se poursuivra du 10 au 12 septembre 2020 (à Bamako) avec la participation des délégués régionaux et ceux de la



diaspora», a précisé Ismaël Wagué, le porte-parole du Comité pour le salut du Peuple (CNSP), l'instance mise en place par les militaires.

Le M5-RFP, qui s'était indigné de ne pas avoir été invité nominativement à la première rencontre, figure cette fois explicitement parmi les participants annoncés, avec les partis politiques, les organisations de la société civile, d'anciens groupes rebelles, les syndicats et la presse.

Le M5-RFP, coalition d'organisations et de responsables politiques, religieux et civils réunis par leur opposition à l'ancien président, a mené pendant des semaines la contestation contre M. Keïta.

C'est finalement un groupe d'officiers qui l'a déposé le 18 août, après sept années de pouvoir exercé avec le soutien de la communauté internationale dans le combat contre la propagation jihadiste et pour la stabilité du Sahel.

Pour les militaires, le temps presse: les dirigeants ouest-africains, qui ont réclamé une «transition civile» et des élections sous 12 mois, se réunissent lundi par visioconférence avec la situation malienne en haut de l'ordre du jour.

Sur le plan intérieur, le M5-RFP qui a canalisé l'exaspération des Maliens devant la grave crise sécuritaire, économique et institutionnelle traversée par leur pays, mais aussi la corruption reprochée à toute la classe politique, réclame d'être placé sur un pied d'égalité avec la junte à l'heure de la transition.

Il l'avait accusée de chercher à «confisquer» le changement et sa figure tutélaire, l'imam Mahmoud Dicko, a prévenu les militaires qu'ils n'avaient pas «carte blanche».

Depuis, et après s'être d'abord surtout entretenus avec les représentants étrangers pour les rassurer mais aussi demander la levée des sanctions imposées par les voisins ouest-africains, les militaires ont reçu séparément les représentants du M5-RFP et des responsables de partis ou de syndicats.

Chacun a exposé sa vision, en particulier sur la durée de la transition et qui, civil ou militaire, devra la conduire. Ces questions divisent militaires et responsables maliens, communauté internationale et experts.

Les uns invoquent le temps et l'autorité indispensables pour relever les immenses défis auxquels fait face le pays et pour ne pas commettre à nouveau les erreurs d'un passé tourmenté. Les autres font valoir a contrario le risque d'un nouvel affaiblissement de l'État, d'une instabilité encore accrue dont profiteraient les jihadistes, ainsi que le mauvais exemple régional donné par une junte maintenue durablement au pouvoir.

La junte a proposé initialement trois ans sous la conduite d'un militaire, avant de rabaisser la barre à deux et de se dire ouverte sur son chef. Le M5-RFP a de son côté proposé une transition de 18 à 24 mois, avec des civils aux manettes des institutions.

L'ex-président Keïta, en résidence surveillée à Bamako selon son entourage, s'apprête quant à lui à quitter le Mali, après avoir été hospitalisé cette semaine, victime selon les médecins d'un court accident vasculaire cérébral (AVC). Il pourrait se rendre aux Émirats Arabes Unis pour des soins complémentaires, avec l'accord des militaires, selon ses proches.

Vendredi, au moins 10 soldats ont été tués dans une embuscade près de la frontière mauritanienne. **R. I.**

PRÉSIDENTIELLE AMÉRICAINE

Trump et Biden à couteaux tirés, le vote par correspondance débute

L'ÉLECTION américaine rentre dans le vif du sujet: la Caroline du Nord a lancé ce vendredi 4 septembre les opérations de vote par correspondance pour le scrutin du 3 novembre 2020, dans une campagne chaque jour plus agressive entre Donald Trump et Joe Biden.

Les inquiétudes sur la propagation du Covid-19 devraient pousser cette année des dizaines de millions d'Américains à voter sans se rendre physiquement aux urnes.

Dans une Amérique à fleur de peau, les huit semaines à venir testeront la capacité de la première puissance mondiale à organiser des élections dans le contexte anxiogène d'une épidémie qui a profondément transformé la campagne.

La Caroline du Nord a entamé l'envoi de plus de 600 000 bulletins répondant à une hausse spectaculaire des demandes. D'autres États-clés, dont le Wisconsin, suivront dans quelques semaines.

La façon de voter est, elle aussi, source de clivage. Selon un récent sondage USA Today/Suffolk, 56% des républicains affirment qu'ils voteront en personne le 3 novembre, contre 26% dans le camp démocrate.

Indice révélateur des tensions qui traversent le pays, un électeur sur quatre affirme que, si son candidat perd, il ne sera pas prêt à considérer le résultat comme honnête et exact.

En quête d'un second mandat de quatre ans, Donald Trump sème sciemment, depuis plusieurs mois, le doute sur la validité du scrutin. Il martèle – sans le moindre élément concret à l'appui – que le recours accru au vote par correspondance pourrait entraîner des fraudes massives.

Il a même suggéré à ses partisans de voter deux fois pour tester le système, se faisant épingler par Facebook et Twitter.

Facebook a en particulier rappelé à ses utilisateurs que le vote par correspondance était considéré comme fiable depuis longtemps aux États-Unis, y compris pour cette année, d'après un organisme indépendant.

TRUMP ET «LES LOSERS»

Dans une campagne extrêmement agressive, la publication par le magazine The Atlantic d'un article affirmant que Donald Trump avait qualifié de losers et de crétins des soldats américains morts pendant la Première Guerre mondiale a fait monter la tension d'un cran.

Lors d'une visite en France en novembre 2018 pour commémorer les 100 ans de la fin de la Première Guerre mondiale, le locataire de la Maison Blanche avait annulé son déplacement dans un cimetière américain près de Paris, expliquant que les mauvaises conditions météorologiques rendaient impossible la visite.

Mais selon le mensuel, il n'en voyait tout simplement pas l'intérêt. Pourquoi devrais-je aller à ce cimetière? C'est rempli de losers, aurait-il dit à des membres de son équipe, affirme The Atlantic, qui ne cite que des sources anonymes. Donald Trump a vivement réagi jeudi soir tard, dénonçant les propos de minables sans scrupule et de «menteurs». «The Atlantic, comme la plupart des magazines, est en train de mourir, alors ils inventent de fausses histoires pour attirer l'attention», a-t-il tweeté vendredi.

Les proches du président ont lancé la contre-offensive, inondant les réseaux sociaux de photos du président en compagnie de militaires. Mais ses propos de la campagne de 2016, où il avait moqué le sénateur républicain John McCain parce qu'il avait été capturé pendant la guerre du Vietnam, ont refait surface.

BIDEN: «ÇA NE PEUT PAS CONTINUER»

Les deux candidats font pour l'heure une pause dans les déplacements.

Économie, Covid-19, fraude électorale supposée: depuis son fief de Wilmington, dans le Delaware, Joe Biden a dénoncé avec virulence les propos et le comportement du président.

Les mots d'un président ont de l'importance […] Cela ne peut pas continuer, a-t-il lancé. C'est la déconstruction du système démocratique.

Quelques heures plus tard, depuis la Maison Blanche, Donald Trump a dénoncé le manque de pugnacité des médias face à son adversaire démocrate. «Je regarde le niveau des questions que vous posez. Honnêtement, c'est une honte», a-t-il lancé. «Ces questions étaient destinées à un enfant», a-t-il ajouté, très remonté.

À 60 jours du scrutin, tous les regards sont tournés vers la dizaine de swing states susceptibles de faire basculer l'élection d'un côté ou de l'autre.

La Pennsylvanie et la Floride, deux États remportés de justesse en 2016 par Donald Trump face à Hillary Clinton, sont scrutées avec une attention particulière.

Selon le dernier sondage de l'université Quinnipiac, Joe Biden dispose d'une solide avance en Pennsylvanie (52% contre 44%). En Floride, en revanche, les deux hommes sont au coude à coude (48% pour Biden, 45% pour Trump). **R. I.**

FORMULE 1

Ferrari aura un tout nouveau moteur en 2021

ALORS que Mattia Binotto est confirmé dans son poste de Team Manager au sein de la Scuderia Ferrari, à Maranello on prépare un tout nouveau moteur pour 2021.

Mattia Binotto garde son poste de responsable au sein de l'équipe Ferrari. Telles sont les nouvelles de Louis Camilleri, PDG de la société de Maranello. Il parlait avec le New York Times consécutivement à la baisse inquiétante des performances de Ferrari en 2020.

«Je dois dire que j'ai toute confiance en Mattia Binotto et son équipe», a-t-il déclaré. «Les résultats ne sont pas là pour prouver ce que je dis, mais ces choses prennent du temps. Malheureusement, dans le passé, il y a eu trop de pression et une histoire de licenciements. Il y avait une sorte d'atmosphère de licenciements et de turn-over, et je vais mettre un terme à cela», a ajouté Camilleri.

En effet, les rumeurs veulent que Ferrari pourrait courtiser certaines personnes importantes du paddock, y compris Toto Wolff ou le célèbre gourou des moteur Mercedes, Andy Cowell. «Je pense qu'en F1 on ne peut jamais être satisfait de soi, donc s'il y a quelqu'un qui peut apporter une valeur ajoutée à l'équipe, c'est notre responsabilité de le convaincre», a déclaré Binotto à Monza. «Vous avez mentionné Andy Cowell. Autant que je sache, il travaille toujours chez Mercedes actuellement, mais il y a certainement de grands noms en F1.»

Ferrari a également des plans dans d'autres domaines, notamment pour remédier au déficit de puissance manifestement énorme de son groupe motopropulseur 2020. «La voiture de l'année prochaine sera une évolution de celle-ci, mais le moteur de l'année prochaine sera tout neuf», a déclaré Binotto à la Corriere della Sera.

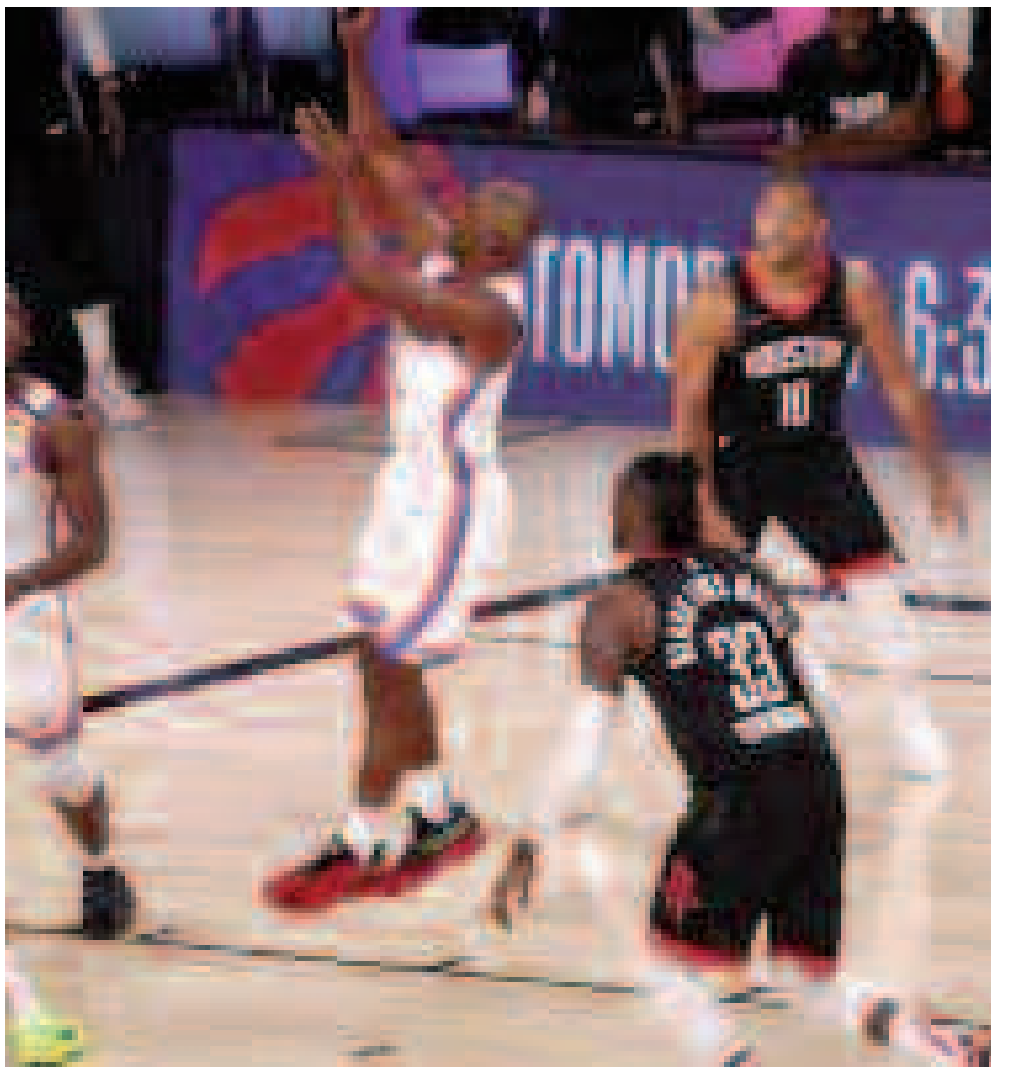
«Nous l'avons déjà testé plusieurs fois en usine.» Cependant, Binotto a également admis que malgré le soutien public de Camilleri il avait envisagé de démissionner de son poste de chef d'équipe. «Je sais que j'ai le soutien de mes patrons, mais je me suis remis en question», a déclaré l'Italien à Monza.

«J'ai réfléchi à la question de savoir si je suis apte au rôle de chef d'équipe, car je pense que j'aurais pu faire mieux dans certains domaines. Mais je pense aussi que mes 25 ans en F1 et la connaissance de cette entreprise sont des éléments clés pour réussir dans ce rôle.» Il a également rejeté la critique de l'ancien président de Ferrari, Luca di Montezemolo, selon laquelle Binotto est trop isolé au sommet de l'équipe de Maranello. «Je ne suis pas seul, je peux vous l'assurer», a déclaré Binotto à Monza. «Je parle plusieurs fois par jour avec Louis Camilleri, et régulièrement avec John Elkann, et je reçois leurs conseils. Certes, leur style de leadership est différent de ce à quoi nous étions habitués dans le passé, mais je ne suis pas seul.»

PLAY-OFFS NBA

Les Lakers prennent le bouillon, milwaukee au bord du gouffre

Jimmy Butler et le Heat mènent 3-0 face aux Bucks, tandis que les Rockets de James Harden ont donné la leçon aux Lakers cette nuit, à Orlando.



Les Bucks au bord du gouffre ! Emmené par un grand Jimmy Butler (30 pts), le Heat a une nouvelle fois dominé Milwaukee (115-100) cette nuit, à Disney World, et mène 3-0 dans la série. Présentés comme les grandissimes favoris à l'Est, Giannis Antetokounmpo (21 pts, 16 rbs, 9 pds) et compagnie ne sont qu'à un revers d'une sortie de piste prématurée. Pourtant, ce sont eux qui ont longtemps eu l'ascendant dans cette partie, comptant jusqu'à 14 points d'avance dans le troisième quart. Le Heat a toujours répondu du tac au tac aux coups de chaud de ses adversaires. Relativement discret avant le repos, Butler a enfilé sa cape de superhéros et Miami infligeait un 16-2 aux Bucks dans le quatrième quart pour reprendre les commandes (96-93). Le Greek Freak, touché à la cheville en première période et maladroit de loin (0/7), redonnait l'avantage à Milwaukee (98-99), à 4'41 du buzzer. Le dernier panier du club du Wisconsin ! Butler, lui, continuait son récital. Il trouvait Jae Crawder (17 pts) pour son cinquième tir primé du match (107-100). Milwaukee KO (115-100 score final). 20 points et 16 rebonds pour Bam Adebayo, énorme pour Miami. Khris Middleton et Brook Lopez ont quant à eux inscrit 18 et 22 points pour Milwaukee. La quatrième manche aura lieu dimanche (21h30).

Houston 1, Lakers 0. Incapables de mettre du rythme, d'imposer leur physique et tout simplement de faire sortir les Rockets de leur jeu, LeBron James (20 pts, 8 rbs, 7 pds), Anthony Davis (25 pts, 14 rbs) et compagnie se sont pris les pieds dans le tapis (97-112) cette nuit, lors du premier match de la série qui oppose les deux équipes au deuxième tour des play-offs. 36 points à 12/20 pour James Harden, inarrêtable malgré ses cinq pertes de balle. Si les Lakers ont démarré par un 7-0, les Rockets ont vite trouvé leurs marques dans cette partie parfaitement maîtrisée (25-29), en défense comme en attaque, jusqu'à prendre sept longueurs d'avance dans le deuxième quart (28-35, puis 37-44). Avec ses 9 points, Alex Caruso faisait du bien aux Angelinos. C'est surtout LeBron qui faisait le boulot, avec 13 points, 5 rebonds et 5 passes à la pause, et un énorme dunk sur la tête de Russell Westbrook (voir vidéo). «AD» enchaînait trois paniers et Rajon Rondo, de retour, égalisait à 52-52. Pas suffisant faire dérailler la machine texane, avec un Harden à 25 points et 7/11 à la pause et pas assez d'aide autour du duo James/Davis à L.A. (55-63 MT).

James prenait ses responsabilités à la reprise, se rappelant par exemple au bon souvenir de Westbrook avec un gros contre cette fois, mais Houston continuait de contrôler les opérations et de faire la course en tête, sans parvenir à faire le trou, avant d'accélérer au début du quatrième quart-temps face à des Lakers impuissants. Agacé, frustré et… encore contré par LBJ, Westbrook sortait de sa boîte alors que Harden était sur le banc. Ce dernier reprenait le flambeau et l'écart devenait rapidement insurmontable (82-101). Franck Vogel agitait le drapeau blanc avec 2'45 à jouer (91-107, puis 97-112 score final). Démonstration des Rockets, face à des Lakers peut-être en manque de rythme après une courte série contre Portland (4-1), tandis que Houston est arrivé lancé après son match 7 contre OKC (4-3). On le saura vite... 24 points de Westbrook, avec 9 rebonds et 6 passes décisives en prime, et 23 unités pour Eric Gordon. Et que dire de l'impact de PJ Tucker (6 pts, 9 rbs), avec un +/- à +19 ? Le Game 2 aura lieu dans la nuit de dimanche à lundi (2h30). Au menu la nuit prochaine, Boston-Toronto (2-1) et L.A. Clippers-Denver (1-0).

R. S.

US OPEN

Djokovic affirme que les femmes feront partie de son association

NOVAK DJOKOVIC a affirmé vendredi que l'Association des joueurs de tennis professionnels (PTPA), nouvelle structure qu'il compte mettre en place, serait ouverte aux femmes. Le numéro 1 mondial affirme d'ores et déjà avoir reçu plusieurs soutiens du circuit féminin, notamment celui de Serena Williams.

Novak Djokovic continue d'essayer de rassembler autour de sa nouvelle structure. Le numéro 1 mondial a déclaré vendredi à New York, en marge de l'US Open, que les femmes feront partie de l'association dont il a annoncé le lancement le 30 août dernier, qui ne sera pas selon lui dissidente de l'ATP et de la WTA mais constituera une force d'opposition.

«Il y a eu beaucoup de commentaires selon lesquels cette association serait exclusivement masculine, c'est faux», a rétorqué Djokovic au sujet de l'Association des joueurs de tennis professionnels (PTPA), le nom de cette nouvelle structure. Le Serbe a précisé qu'il avait parlé avec des joueuses, et non des moindres puisqu'il évoque les Américaines Serena Williams et Sloane Stephens, afin que celles-ci rejoignent son projet. Il espère même qu'elles le rejoindront «en grand nombre».

Djokovic : «J'ai essayé de contacter le gouverneur de New York pour éviter l'exclusion de Mannarino»Djokovic : «J'ai essayé de contacter le gouverneur de New York pour éviter l'exclusion de Mannarino»

«Djoko» a précisé que cette nouvelle association servirait à donner plus de poids aux joueurs dans les décisions concernant le tennis professionnel, sans pour autant qu'elle soit une rivale de l'ATP et de la WTA, qui gèrent depuis plusieurs décennies les circuits masculin et féminin hors tournois du Grand Chelem.

Le champion aux 17 levées du Grand Chelem a ajouté qu'il était «heureux» d'avoir déjà recueilli 150 signatures soutenant son projet. Nadal et Federer avaient appelé à «l'unité, pas à la séparation», en apprenant que des joueurs emmenés par Djokovic pourraient annoncer la création d'une association dissidente.

R. S.

MESSI EN FIN DE CONTRAT EN 2021

Qu'est-ce que ça change pour ses courtisans ?

Lionel Messi a annoncé publiquement vendredi qu'il restait au FC Barcelone cette saison. Il va donc honorer son contrat jusqu'à son terme, en juin 2021. Sauf prolongation, il partira libre et ne manquera pas de courtisans, comme Manchester City ou le PSG. Deux clubs qui ont manifesté leur intérêt dès cet été pour le génie argentin. Et qui réitéreront sans doute l'an prochain.



Cette fois-ci, c'est sûr. Dans une interview accordée à Goal vendredi, Lionel Messi a publiquement tranché : il va rester au Barça cette saison, afin de ne pas s'engager dans une guerre juridique avec le club catalan. Ainsi, l'Argentin a mis fin aux rumeurs qui le liaient à ses courtisans, et plus particulièrement Manchester City. Enfin, pour le moment.

Parce que si Messi a décidé de rester à Barcelone pour honorer son contrat jusqu'à son terme, il n'a pas pour autant évoqué une prolongation de contrat. Voir l'Argentin renouveler son bail avec le Barça n'est pas impossible : le sort des élections à la présidence du club en mars prochain et une bonne entente avec Koeman pourraient convaincre La Pulga. Mais, au vu de son discours et de son état d'esprit actuels, la tendance est à ce qu'il prenne son temps et se laisse le choix. Le sextuple ballon d'or pourrait donc être libre en juin prochain. Avec un an de plus, certes, mais libre. Et ça change la donne.

Ce cas de figure ferait évidemment le bonheur de ses courtisans. Parmi eux, celui qui semble être le plus apte d'un point de vue financier et sportif à accueillir le crack argentin : Manchester City. Le club mancunien, qui était prêt à débourser près de 100 millions d'euros pour Messi dès cet été, ne se gênera pas pour saisir l'opportunité de s'offrir l'attaquant sans verser le moindre centime au Barça. Il faudra sans doute offrir une jolie prime à la signature à l'Argentin, certes. Mais les Citizens en ont les moyens. Et selon nos confrères d'Eurosport Espagne, Manchester City compte bien passer à l'action en juin prochain.

Au-delà de l'aspect financier, il y a un homme. Celui qui a, entre autres, fait de Messi l'ovni qu'il est aujourd'hui : Pep Guardiola. C'est un argument sportif loin d'être négligeable que possèdent les Skyblues, qui peuvent ainsi reformer un duo qui aura connu les plus grandes années du Barça, et peut-être même du football moderne. Enfin, encore faut-il que Guardiola ne soit pas démis de ses fonctions d'ici là. Mais si conserver le tacticien offre la garantie d'attirer Messi, les dirigeants citizens ne devraient pas évincer le Catalan.

«Bartomeu a gagné une bataille, Messi gagnera peut-être la guerre»»Bartomeu a gagné une bataille, Messi gagnera peut-être la guerre»

Comme souvent depuis que QSI est aux manettes du club parisien, le PSG est cité dans les potentiels courtisans aux stars du ballon rond sur le départ. De simples rumeurs, jusqu'à ce que Neymar s'engage avec les Rouge et Bleu à l'été 2017, rendant désormais bien plus crédibles ces informations. Ainsi, quand les envies de départ de Messi se sont confirmées, le nom du PSG est vite sorti dans la presse sportive. Leonardo aurait même contacté Jorge Messi pour manifester l'intérêt du club parisien pour l'Argentin. Mais, au-delà du fait que l'attaquant semble plus attiré par Manchester City, un tel transfert semblait peu réalisable d'un point de vue financier.

Mais la donne pourrait changer l'année prochaine. Neymar et Mbappé seront en juin 2021, sauf prolongation, à un an de la fin de leurs contrats respectifs. Le PSG pourrait (et devrait) ainsi être bien plus enclin à céder l'une de ses deux stars, notamment Kylian Mbappé, qui rêve toujours du Real Madrid. Si les finances suivent, les Merengue pourraient bien passer à l'action lors du prochain mercato estival.

Et si le champion du monde français quitte la capitale, Paris sera libéré d'un poids financier. Et aura une ouverture pour remplacer Kylian Mbappé par Lionel Messi. Et, comme Manchester City, le PSG dispose d'un atout sportif de taille : Neymar. Amis, le Brésilien et l'Argentin ont illuminé l'Europe pendant leurs années communes au Barça. Et si Neymar a déjà eu des envies de retour en Catalogne, c'était aussi pour retrouver sa complicité avec La Pulga.

Outre ces deux clubs à la force financière surpuissante, qui pourrait vraiment se positionner sur Lionel Messi ? Difficile de se projeter aujourd'hui. L'Inter Milan, cité à maintes et maintes reprises comme potentiel prochaine destination de La Pulga, a récemment fait une croix sur le recrutement du joueur en 2020. Idem pour le Bayern, comme l'a affirmé Bild. Tiendront-ils le même discours en juin prochain ? L'avenir nous le dira. L'épisode 2 du feuilleton Messi pourrait être plus long et palpitant que le premier. **R. S.**

COLONNE

Chelsea réalise le gros coup Kai Havertz !

C'ÉTAIT dans l'air du temps, c'est désormais officiel. Chelsea met la main sur le très courtisé Kai Havertz et poursuit ainsi son mercato de folie. Chelsea a la fièvre acheteuse. Privé de mercato l'été dernier suite à une interdiction de recrutement, qui a été finalement levée cet hiver, le club londonien veut se rattraper cet été 2020. Dès le mois de février, les pensionnaires de Stamford Bridge ont anticipé l'arrivée du Marocain Hakim Ziyech. Acheté 40 M€, le joueur de l'Ajax Amsterdam est arrivé cet été. Une belle prise de la part des Anglais qui ont continué sur cette voie en enrôlant le très courtisé Timo Werner. Pour un montant légèrement inférieur à 60 M€, les Blues se sont donc offerts l'attaquant allemand, annoncé pourtant dans le viseur de Liverpool, avant d'enchaîner avec les arrivées de Malang Sarr et Thiago Silva libres.

Et les Londoniens ont souhaité poursuivre leur révolution estivale en se lançant sur la piste menant à Kai Havertz. Polyvalent, le milieu offensif du Bayer Leverkusen était suivi par de nombreuses écuries ces derniers mois, dont le Bayern Munich. Mais dans le sprint final, Chelsea a su se montrer convaincant pour recruter l'Allemand sous contrat jusqu'en 2022, qui était la priorité de Frank Lampard. Et aujourd'hui, les Blues sont enfin parvenus à leurs fins puisqu'ils ont officialisé l'arrivée du footballeur âgé de 21 ans pour un montant estimé à 80 millions d'euros + 20 millions de bonus.

«Les Bleus ont achevé la signature de notre deuxième international allemand de l'été avec Kai Havertz. Il a signé un contrat de cinq ans. Le transfert du jeune milieu offensif, très apprécié au Bayer Leverkusen, fait suite à l'achat de Timo Werner, d'Hakim Ziyech, Ben Chilwell et de Thiago Silva. L'équipe de Frank Lampard pour la saison à venir prend forme. Nous avons également recruté le jeune défenseur français Malang Sarr qui est prêté en vue d'acquérir plus d'expérience» dévoile le communiqué de Chelsea. L'Allemand quitte donc son pays natal pour aller conquérir la Premier League, où il sera forcément attendu au tournant.

SERIE A

Ça s'agite autour d'Edinson Cavani

LA NOUVELLE a eu l'effet d'une petite bombe au Brésil et plus particulièrement du côté de Porto Alegre. Le journaliste argentin Sebastián Srur, qui officie sur Radio Continental, a dévoilé il y a quelques instants le nom du prochain club d'Edinson Cavani ! Libre de tout contrat, après sept saisons passées au Paris Saint-Germain (200 buts en 301 matches), l'attaquant uruguayen de 33 ans serait tombé d'accord avec le Grêmio !

Le journaliste va plus loin et annonce qu'El Matador débarquera lundi après-midi dans la capitale de l'État du Rio Grande do Sul. Une information rapidement reprise par plusieurs médias sud-américains. Alors que, déjà au Brésil, l'Atlético Mineiro s'était manifesté, que Leeds, l'Atlético de Madrid, la Roma, Boca Juniors et l'Inter Miami avaient également été des pistes évoquées, l'attaquant semblait parti pour rallier le Portugal.

La Juventus revient dans le jeu

Mais jamais Edinson Cavani ne signera le contrat de 3 années, assorti d'un salaire de 8 millions d'euros, qui lui était promis à Lisbonne. Un différend dans les négociations poussait le SL Benfica à couper court aux négociations. En quête de rebond, Edinson Cavani aurait donc trouvé son bonheur au Brésil, sur les terres d'un certain Ronaldinho. Sauf qu'un autre rebondissement est arrivé dans la soirée. Ce dernier coup vient d'Italie. Il y a quelques instants, Sky Sport Italia fait état de discussions renouées par la Juventus avec l'entourage de l'ancien Parisien. La Vieille Dame se cassant les dents dans les dossiers Dzeko et Suarez. Pour le Bosniaque, la Roma ne trouve pas son remplaçant, bloquant le transfert de l'ancien de Manchester City, alors que pour le numéro neuf du Barça, le salaire et le statut de joueur extracommunautaire posent toujours problème. **R. S**

TIZI-OUZOU

Financement de six projets agricoles en partenariat entre le PND et l'UE

SIX (06) MICRO-PROJETS d'exploitations agricoles seront financés au niveau du secteur de Tala-Guilef, Sud de Tizi-Ouzou, dans le cadre d'un projet d'Appui aux communautés paysannes des parcs nationaux (A.C.P.P.) en partenariat avec l'Union européenne, a rapporté samedi, un communiqué du parc national du Djurdjura (PND).
Les dernières retouches à ce projet, d'un montant de 5,4 millions DA ont été finalisées lors d'une réunion tenue le 1er de ce mois de septembre, entre le PND, l'UE et l'Association de réflexion, d'échanges et d'action pour l'environnement et le développement (AREA-Ed) et les autorités locales de la commune de Ouadhias.
L'organisme explique dans son communiqué que ces projets sont proposés dans l'optique d'améliorer le cadre de vie des riverains du parc par leur initiation à «produire une alimentation saine et durable adaptée à leurs besoins dans le cadre d'une stratégie globale de préservation et de promotion des ressources naturelles de la région».
Il s'agit, est-il indiqué, de la réalisation d'une pépinière afin de réhabiliter le patrimoine phytogénétique cultivé localement, d'une ferme agro écologique, d'une champignonnière de production du pleurote, d'une unité apicole de production des ruches, d'une boucherie de produits d'élevages naturels locaux, ainsi que la fourniture d'un module de vingt ruches complètes et l'aménagement du site de dépôt du rucher.En plus de ces financements, les porteurs des projets inscrits à ce programme ont participé à quatre formations sur l'agroécologie, la permaculture, les techniques de mobilisation des ressources en eau en montagne, la production de fromage artisanal de chèvre et une dernière en apiculture.
Deux sorties d'échanges d'expérience ont été, également, prévues dans le cadre de ce programme, l'une effectuée dans l'atlas blidéen et ses environs et l'autre prévue au parc national des Cévennes en France a été annulée pour cause de la pandémie de la Covid-19, souligne la même source. **R. R.**

TÉBESSA

Des efforts intensifs pour la prise en charge des habitants des zones d'ombre

Le conseiller, chargé de mission auprès de la Présidence de la République pour le suivi des zones d'ombre, Ibrahim Mourad, a affirmé vendredi qu' ''en coordination avec les autorités locales et les hautes instances du pays, il sera procédé à la prise en charge des préoccupations des habitants des zones d'ombre de la wilaya de Tébessa''.



«Des efforts intensifs sont déployés par les autorités locales de la wilaya et celles supérieures du pays pour trouver des solutions radicales et répondre aux préoccupations des habitants de ces zones conformément aux directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune'', a précisé le même responsable lors de sa visite des régions de ''El Kessir'' et ''Ain Khiyar'' dans la localité de Tazbent, commune Bir Mokkedem.
Il a dans ce sens ajouté que l'amélioration des conditions de vie des habitants dans certaines localités dans la wilaya frontalière de Tébessa qui recense plus de 450 zones, selon les dernières données, mises à jour par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire revêt ''une grande importance pour le gouvernement'' soulignant que compte tenu de la situation géographique stratégique de cette wilaya, sa grande superficie et ses terrains ardus, ''il est impératif d'intensifier les efforts pour répondre aux préoccupations des citoyens''. M. Ibrahim Mourad qui a eu à inspecter au deuxième jour de sa visite consacrée aux zones d'ombre de Tébessa, des localités relevant des communes de Boulhaf El Dyr, Bir al-Dhab, Bir Mokkadem, Chréa et El Olga, s'est longuement entretenu avec les habitants de ces régions et dont les préoccupations majeurs étaient relatives à l'accès à l'habitat et l'électricité ruraux, à l'eau potable, la disponibilité des établissements scolaires, ainsi que la réalisation dans ces zones de réseaux d'assainissement et de projets de désenclavement.
Le conseiller, chargé de mission auprès de la Présidence de la République pour le suivi des zones d'ombre, qui était accompagné des responsables locaux, les attachés du cabinet du wali, les présidents des assemblées élues et les chefs de daïras, s'est engagé à remettre à la présidence de la République, un rapport détaillé sur la situation dans ces localités et les aspirations de citoyens.
A l'occasion M. Mourad a rappelé que ''la politique de l'Etat vise à réhabiliter plus de 15 000 zones d'ombre recensées à l'échelle nationale et à œuvrer à assurer aux habitants de ces zones les conditions d'une vie décente, à travers la concrétisation de projets vitaux devant les encourager à se fixer dans leurs régions d'origine''.
Selon les données des autorités locales, la wilaya de Tébessa qui recense 452 zones d'ombre réparties sur l'ensemble de ses 28 communes a inscrit 1 359 opérations d'aménagement au profit de ces régions dans les secteurs des ressources en eau, de l'énergie, des travaux publics et de l'éducation notamment.
La même source relève que 150 projets ont été parachevés alors que le reste du programme oscille entre la phase de la finalisation des procédures administratives et celle de l'octroi des marchés et le lancement des chantiers. **R. R.**

MASCARA

Mise en service du réseau de gaz naturel au profit de 88 familles

UN RÉSEAU de gaz naturel a été mis en service au profit de 88 familles du douar El-Abadellia, relevant de la commune d'El-Menaouer (wilaya de Mascara), à l'occasion du 63e anniversaire de la bataille d'El-Menaouer.
Cette opération s'inscrit dans le cadre de la seconde tranche du projet de raccordement du douar El-Abadellia à cette source énergétique, dont la seconde tranche a nécessité une enveloppe de 5,3 millions DA, selon les explications fournies par le wali de Mascara, Seyouda Abdelkhalek qui a supervisé l'opération.
Dans le village d'Aïn Tamda, dans la même commune, un stade de proximité a été inauguré et le wali de Mascara a écouté les doléances des habitants, notamment sur le renforcement de l'approvisionnement en eau potable et le transport scolaire.
Lors de la cérémonie de commémoration de cet événement historique, les autorités locales et des représentants de la famille révolutionnaire se sont recueillis à la mémoire des martyrs de la Révolution et ont déposé une gerbe de fleur devant la stèle commémorative érigée sur le lieu de la bataille. Une allocution a été prononcée par le représentant de l'une des organisations de la famille révolutionnaire de la wilaya.Selon le directeur des moudjahidinede Mascara, la bataille El-Menaouer a eu lieu en septembre 1957, lors de laquelle les moudjahidine de l'ALN, sous le commandement de Si Redounae, et malgré leur nombre restreint, ont fait face à l'armée coloniale française, forte de plusieurs milliers de soldats et des dizaines d'avions, d'artillerie et autres équipements militaires. Les moudjahidine ont réussi, selon la même source, à mettre hors combat quelque 650 soldats français et ont blessé un grand nombre d'entre eux. Ils ont également abattu six avions et causé des dommages à 17 autres. Soixante-neuf (69) moudjahid sont tombés au champ d'honneur, ainsi que 10 civils et 23 autres ont été blessés, dont Si Redouane, qui a confié le commandement au moudjahid Si Mahmoud, rappelle-t-on.
R. R.

M'SILA

Renforcement des établissements de santé par cinq médecins spécialistes

CINQ (5) MÉDECINS spécialistes en gynécologie et en psychiatrie seront affectés dans les «prochains jours» dans les établissements hospitaliers de la wilaya de M'sila, a annoncé samedi le directeur local de la Santé et de la Population (DSP).
Les médecins, désignés dans le cadre l'accomplissement du service civil, encadreront les établissements publics hospitaliers (EPH) des villes de Ain El Melh, Sidi Aissa et de l'hôpital psychiatrique d'Ouled Mansour, a indiqué à l'APS, M. Mohamed Zineddine Okbi.
Il a dans ce sens affirmé que tous les moyens seront mis à la disposition des médecins spécialistes pour leur permettre d'effectuer leur mission dans les meilleures conditions et d'apporter aide et assistance à la population.Relevant le déficit en médecins spécialistes dans la wilaya de M'sila, notamment en gynécologie, radiologie et réanimation, le DSP a souligné que des services de radiologie et scanner ne sont pas opérationnels faute de spécialistes.
M. Okbi a également indiqué que le déficit en médecins spécialistes a contraint la DSP à recourir à la méthode de rotation invitant les médecins spécialistes à offrir leurs services à travers les établissements de santé de wilaya, dans le cadre d'un planning arrêté pour prodiguer des soins aux citoyens en attendant le recrutement de praticiens. La wilaya de M'sila, où un hôpital à Hammam sera «prochainement opérationnel'', compte six établissements de santé répartis sur les villes de M'sila, Boussaâda, Sidi Aïssa, Ain El Melh, Bensrour et Magra, a-t-on conclu. **R.R .**

46E FESTIVAL DU CINÉMA AMÉRICAIN DE DEAUVILLE

Sans les intéressés

Ouvert ce vendredi 04 septembre, le Festival du cinéma américain de Deauville en Normandie s'annonce avec une centaine de films, mais en l'absence des nombreux cinéastes et acteurs américains, incapables d'y assister en raison de la pandémie de Covid-19.



Le tapis rouge s'est déroulé pour la présidente du jury Vanessa Paradis, mais pas pour les stars américaines, les voyages entre les Etats-Unis et la France étant toujours interrompus. Dix jours durant, les festivaliers vivront au rythme de la projection d'une centaine de films répartis en treize catégories. Cette année, le jury est composé de Delphine Horvilleur, Yann Gonzalez, Zita Hanrot, Vincent Lacoste, Sylvie Pialat, Oxmo Puccino, Bruno Podalydès et l'Algérienne Mounia Meddour. Quant aux véritables stars de cette année, elles seront à l'écran. Le festival deauvillais comprend des films mettant en scène les soignants, actualité oblige. En l'absence des Américains qui, l'an dernier, ont défilé à l'instar de Johnny Depp, Pierce Brosnan, Kristen Stewart et/ou Geena Davis, l'affiche de cette édition est consacrée au géant Kirk Douglas, l'inoubliable acteur dans Ben-Hur et Spartakus. Les projections se déroulent 24h/24, le Festival de Deauville étant le seul au monde à réunir sans arrêt le grand public et les cinéphiles. Le cinéma est principalement, intimement lié à la station balnéaire de Deauville, depuis la mise en lumière de la ville, dans le film mythique de Claude Lelouch Un homme et une femme. Cette édition aura, cette fois-ci, des airs de croisette. La solidarité envers les professionnels étant de mise, la programmation comprend neuf films issus de la sélection du Festival international de Cannes 2020. Il y aura non seulement la promenade de Deauville, mais aussi une pensée à Cannes qui n'a pas pu se tenir en mai dernier. Pour Pierre Lescure et Thierry Frémaux, Président et Délégué Général du Festival de Cannes : « Alors que l'été s'achève et que le public redécouvre la beauté des films dans les salles, la décision de Deauville d'inclure certains titres de la Sélection Officielle 2020 est un signe de conviction et d'amitié partagées, et c'est la première étape de l'automne pour les films cannois, qui sera suivie par San Sebastián, Lyon, Rome, Pusan et bien d'autres – avant de se terminer à Cannes ! Nous partageons la même intention que tous les autres festivals du monde : rester proche des écrivains et des professionnels, du grand public, travailler à la relance de l'industrie cinématographique partout dans le monde, et soutenir les films et les artistes, en particulier ceux qui composent la Sélection 2020 du Festival ». Pour cette unique édition deauvillaise, le directeur général Bruno Barbe a fait un choix : « J'ai voulu fédérer autour de moi tous les espoirs de montrer des films. J'ai invité le Festival de Cannes afin que la fête soit complète. Sans film, le cinéma n'existe pas. Il faut qu'on les voit, qu'on les montre. C'est le rôle d'un festival comme Deauville d'accueillir tous les cinémas ».

R. C

FESTIVAL DU FILM FRANCOPHONE D'ANGOULÊME

Quatre trophées pour Ibrahim

LE LONG métrage Ibrahim du cinéaste franco-algérien Samir Guesmi a raflé mercredi quatre trophées dont le Valois de Diamant, plus haute distinction du Festival du film francophone d'Angoulême qui s'est tenu pour sa 13e édition du 28 août au 02 septembre.

Sorti en 2020 chez Why Not Productions, Ibrahim, premier long métrage de Samir Guesmi, a également décroché le Valois des meilleures mise en scène et musique, ainsi que celui du meilleur scénario, devant entre autres films, Un triomphe (France) d'Emmanuel Courcol qui a obtenu le Valois du public et Slalom (France-Belgique) récompensé du Valois Magelis des étudiants francophones, dans une édition qui a inscrit à son programme une soixantaine de films dont dix en compétition. Le film, qui devrait sortir dans les salles le 09 décembre prochain, suit en 80 mn, la vie du jeune Ibrahim, partagé entre son père Ahmed, écaillé à la brasserie du Royal Opéra, sérieux et réservé, et son ami du lycée technique, Achille, plus âgé que lui et connu pour ses mauvais coups, qui l'entraînera dans un vol qui tournera mal. Les rapports se tendent alors entre Ibrahim et son père, contraint de régler la note du vol commis par son fils et voir ainsi son rêve de retrouver une dignité et travailler en salle se briser. Rongé par le sentiment de culpabilité, Ibrahim va prendre tous les risques pour réparer sa faute. Né en 1967 à Paris, Samir Guesmi, acteur-réalisateur a débuté dans le cinéma avec le polar Jaune revolver aux côtés de François Cluzet, avant de décrocher en 1994, un premier rôle dans la comédie Malek le maudit qui lui vaudra d'être distingué du prix d'interprétation masculine au Festival d'Amiens. Le jeune acteur multiplie les seconds rôles et s'imprègne davantage du monde du 7e Art pour connaître la célébrité en 2006 dans Ne le dis à personne, thriller de Guillaume Canet, puis en 2012 dans la série télévisée jusqu'en 2015, Les Revenants de Fabrice Gobert. Samir Guesmi va enchaîner les rôles dans une vingtaine de films, donnant la réplique à de grands comédiens à l'instar de Jean Dujardin dans Cash ou André Dussollier dans Leur morale et la nôtre, pour se voir ensuite distribué dans des films de cinéma d'auteurs comme Je suis heureux que ma mère soit vivante de Claude Miller ou encore Hors la loi de Rachid Bouchareb, entre autres. En 2008, Samir Guesmi a réalisé C'est dimanche, un court métrage dans lequel le personnage de Ibrahim va connaître ses premières péripéties en faisant croire à son père Ahmed, (incarné par Djemel Barek disparu récemment) qu'il avait décroché son diplôme alors qu'il venait de se faire renvoyer du collège. Le 13e FFA, tenu dans des conditions particulières en raison de la pandémie liée au Covid-19, a réussi à drainer quelque 23.000 spectateurs, contraints aux mesures strictes de prévention sanitaire, dont le port du masque et l'impératif de laisser un siège vide entre deux spectateurs. Créé en 2008, le FFA, événement incontournable de la rentrée culturelle, se tient chaque année à la fin de l'été en Charente, au Sud ouest de la France. En 2019, le 12e Festival du film francophone d'Angoulême a distingué Les Hirondelles de Kaboul de Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec, film tiré du roman de Yasmina Khadra.

APS

SORTIR

ECRIVAIN Rachid Mimouni, une autorité intellectuelle positive (épisode 4) avec Benaouda Lebdai, professeur des Universités, spécialiste de littératures coloniales et postcoloniales, jusqu'au mardi 15 septembre. La conférencière donne sens aux multiples facettes d'un talent fauché en pleine maturité créatrice, à un moment où l'Algérie a tant besoin de ses intellectuels et de ses démocrates. En ligne : youtube.com/watch?v=7bbwW9CPt50

AUTRICE Assia Djebar. Le cinéma à hauteur d'esprit. L'intime, la femme et le subjectif par la réalisatrice et productrice Malika Laïchour Romane. Du samedi 12 au mercredi 30 septembre. Cycle Chardonneret (épisode 1 et 2). Consulter : if-algerie.com/alger/agenda-culturel/seham

THEATRE 03 nouvelles productions à Oran programmées pour septembre : Ouardia de Mohamed Houidek, une production de l'association Espace Jeunes ; Salah de la coopérative Cinquantenaire ; Araba wa hikaya, une pièce écrite et mise en scène par Mohamed Mihoubi de l'association El-Amal. * Gratuité des cinq premières représentations de Ouardia.

LIVRE Ali Rédha El Jazairi, gouverneur de Tripoli, un livre du professeur Mostefa Khiati, éditions Ac com. 120 pages sur Ali Rédha El-Jazaïri (1820-1876), écrivain, stratège, chef militaire, médiateur et gouverneur de Tripoli sous l'empire ottoman, et sur la vie de son père Hamdane Ben Othman Khodja (1773-1842), écrivain et conseiller à la Santé auprès de la Sublime Porte.

SINGLE Nouveaux titres du groupe pop Index Dz d'Alger sur Youtube : Douwari (mon douar, 04 : 37) ; Aâyit (Je suis fatigué, 03: 55) ; Da Malik (03 :24). Et reprise de Sept heures moins quart, titre adapté à l'urgence sanitaire pour prévenir contre la propagation du coronavirus.

CLIP Chanson Qololi (Dites-moi) du collectif El Bandia Social Club. Avec les artistes Hamidou, Baâziz, Abderahmane Djalti, Kamel Bouakaz, Fouad Chemlal, Mohamed Lamine, Fathi Tabouche, Hakim Salhi, Mohamed KG2, Noureddine Allane, Mohamed Reda Djender, Mennacer Mustapha et Reda Sika. Espace dédié aux activités des artistes algériens.

PHOTO Atelier de formation avec Fouad Bestandji. Eclairage trois points : le samedi 05 septembre, 10h-16h. De la théorie et de la pratique, démonstration, exercice pratique pour la réalisation d'images en groupe.
1 Présentation du matériel studio
2 Petit rappel des règles de base de la photographie
3 La lumière comme outil de travail
4 Plan d'éclairage avec une seule source
5 Eclairage trois points avec analyse d'image
6 Alternative à l'éclairage studio
7 Application par le biais d'exercices
8 Réalisation d'image
Réservation et infos en ligne dans la limite des places disponibles: Tel : 0550386661 ou aller à bestandji.com/formation
- Autres programmes : Du mardi 08 au jeudi10 septembre : La photographie de studio.
Du samedi12 au lundi 14 septembre : Fondements de la photographie
Les samedi 03, 10, 17 octobre : Fondements de la photographie.



Ces villas à 1 million d'euros qui se vendent chaque jour en Belgique: "Une poolhouse peut coûter le double d'une maison"

Un coin de paradis, pour certains, cela vaut son pesant d'or. Même dans notre plat pays. L'an dernier en Belgique, un nombre record de près de 1.000 villas et appartement de grand luxe - de plus d'un million d'euros - ont été vendus. Cela revient à près de trois chaque jour. "Alors que les acheteurs optaient auparavant pour des demeures massives, ils recherchent aujourd'hui désormais des biens plus petits et exclusifs et misent sur des finitions luxueuses", explique Roel Druyts, CEO de Hillewaere Vastgoed, spécialiste en immobilier d'exception.

Le nouveau B.A.-BA des acheteurs fortunés en Belgique, c'est beaucoup de vert et bien souvent, une longue allée pour accéder au bien immobilier. Mais dans les requêtes les plus courantes, on a aussi: plusieurs salles de bains, une cuisine en marbre et un salon assez vaste pour être une salle de danse. Autre aspect très important: un luxueux espace extérieur, comme une "poolhouse" qui serait assez grande pour être une maison à part entière.

EXIT, LA PROPRIÉTÉ DE DIX HECTARES AVEC MANÈGE

Pour vous et nous, tout cela ne serait rendu possible qu'au prix d'un tirage gagnant à l'Euromillions, mais l'an dernier quelque 747 villas de grand luxe et 237 appartements exclusifs ont su être vendus en Belgique. Un record. L'envie de vivre dans un environnement esthétique, confortable mais aussi exclusif ne fait que croître. Roel Druyts, CEO de l'agence immobilière Hillewaere Vastgoed qui se consacre aux biens d'exception, en sait quelque chose.

Il est le patron de l'une des agences les plus courues dans le secteur du luxe. "Le plus en vue actuellement, ce sont les habitations de luxe plus compactes avec des finitions de qualité exceptionnelle. La grande propriété de dix hectares avec un manège ne trouve de nos jours plus très facilement d'acquéreur. Pas plus que les maisons avec 12 chambres et 4 salles de bain. On se focalise désormais sur les détails, sur les matérieux onéreux comme de belles pierres naturelles. On attache aussi énormément d'importance à une cuisine spacieuse, luxueuse et équipée des appareils les plus modernes du marché". Mais d'autres petits "plus" font la différence: un garage souterrain pour parfois dix voitures - et éventuellement avec ascenseur pour voiture - et un vrai home-cinéma peuvent faire chavirer le coeur des plus fortunés.

Tout comme une belle cave à vin, évidemment.

"Oui, bien sûr, on marchande aussi dans l'immobilier de luxe: 100.000 euros de remise et le deal est bouclé

L'IMPORTANCE DE L'EXTÉRIEUR

Mais si une tendance se dessine cette année, c'est l'importance cruciale de l'espace extérieur, qui doit être aménagé avec style. "Les habitations exclusives sont désormais dotées d'un bâtiment attenant, aménagé également avec le plus grand luxe et qui peut d'ailleurs parfois valoir le prix de deux maisons", concède Roel Druyts. Mais à quelle fin? "Une poolhouse avec un second salon et même une deuxième cuisine pour recevoir les invités, ce n'est plus une exception du tout. Et c'en est fini des piscines standard à 50.000 euros. Aujourd'hui, on ne se baigne que dans une piscine en pierre naturelle à 200.000 euros".

Exemple: cette annonce pour une villa sise en région anversoise. Cette villa classique, bien située dans un parc d'un hectare a été construite en 1975 mais entièrement rénovée récemment. Elle dispose de 728 m2 habitables, de six chambres, 4 salles de bain et d'une situation idéale. Son prix? 3,6 millions d'euros. "Honnêtement, il faut aimer les intérieurs éclectiques, le papier-peint a coûté une véritable fortune, mais elle vient d'être mise sur le marché et partira certainement très très vite", résume-t-il.

QUADRAGÉNAIRES

Mais qui sont ces acheteurs dont les millions pleuvent et qui ont le goût des belles choses. Ceux qui peuvent débourser - frais de notaire et d'enregistrement inclus - 1,5 million d'euros pour leur maison sont généralement des dirigeants d'entreprise ou des personnes qui exercent une profession libérale et qui ont pignon sur rue, comme des médecins ou des notaires, justement. "En ce qui concerne les villas, ce sont souvent des quadragénaires qui ont une famille et souvent peu de temps libre", résume le CEO de l'agence. "Le public un peu plus âgé - les plus de 55 ans - iront spontanément plus facilement vers un appartement de grand luxe. Bruxelles attire un public très international. Les Français, par exemple, en sont friands car ils cherchent à fuir l'impôt sur la fortune dan leur pays. Ils constituent une grande partie de la clientèle de l'immobilier de luxe chez nous. Plus au Nord, ce sont naturellement les riches Néerlandais. Là aussi, c'est pour une question de taxes qu'ils franchissent la frontière".

La plus grosse hausse des ventes s'est produite en Flandre (+10% par rapport à 2018, +20% par rapport à 2017). Il est évident que du capital a été constitué - et dépensé - ici au cours des dernières années. "Les belles villas se vendent toujours mieux quand l'économie se porte bien". Mais en pleine crise sanitaire? "Cette période de coronavirus n'a pour l'instant pas freiné la demande. Rien qu'en juin, nous avons vendu 8 propriétés de luxe, donc environ deux par semaine. L'explication est aussi que les taux sont de plus en plus bas et que les clients investissent plus volontiers dans leur propre maison pour profiter du luxe".

Chez Van der Build, le département spécialisé dans le luxe de l'immo Dewaele, juin a été un mois exceptionnel au niveau des ventes. Mais on appréhende ici un peu quand même de la fin d'année: "Cela dépendra beaucoup des résultats des entreprises", analyse Stefaan Coucke, CEO. "Ce qui est sûr, ce que les Belges disposent d'énormément d'épargne, surtout en Flandre. Et contrairement au reste de l'économie, le coronavirus n'empiète pas sur l'immobilier", concède-t-il.

LE BUDGET A SES LIMITES

Il ne faut pas non plus imaginer que les candidats acheteurs investissent en mode "The sky is the limit". Ils ne se rendent pas dans les agences en leur annonçant un budget illimité et ils regardent réellement le prix avant d'acheter.

La plupart des propriétaires ont environ 1,5 million d'euros en poche. "Tout ce qui dépasse ce montant, c'est la partie émergée de l'iceberg. Les villas de 3,5 millions d'euros, ça ne se vend pas chaque semaine. Et oui, on marchande dans ce secteur du luxe comme ailleurs, et on fait des offres en dessous du prix aussi. La plupart des clients n'ont pas peur de négocier, ils sont sûrs d'eux et bien préparés: 100.000 euros de moins et affaire conclue! Cela se fait. Bien que ce sont surtout les grands hommes d'affaires qui osent faire ce genre d'offre.

Dans notre secteur, on pourrait être tenté de faire friser les prix avec le ridicule, mais on ne préfère pas le faire. Il faut un prix de vente réaliste, avec une marge de 5%: demande 100 si vous voulez en tirer 95, environ. Mais on ne peut pas négocier beaucoup plus que ça. Si le bien n'est pas vendue dans l'année, alors vous vous êtes cramé sur le marché et vous risquez même de devoir vente sous le prix estimé". Ce qui change avec le marché de l'immobilier traditionnel?

Les gens fonctionnent plus à l'émotion et l'intuition qu'avec leur raison. "Le coup de foudre, la petite étincelle doit être là. C'est avec ça que l'on convainc nos acheteurs. C'est aussi pour cela que nous ne mettons que 12 photos par maison au lieu de 25 en ligne. Place à la découverte lors de la visite qui peut durer jusqu'à deux heures. Cette clientèle particulière nécessite une approche spécifique: plus de soutien et de temps de la part de nos agents. On n'a pas non plus affaire à des gens qui achètent pour la seule et unique fois de leur vie. La plupart ont déjà beaucoup d'expérience et d'autres biens et on les revoit souvent plus tard".

KNOKKE

Knokke reste un incontournable de la vie mondaine et fait encore et toujours partie des destinations préférées des acheteurs potentiels, et pas seulement Belges d'ailleurs. Les Allemandes, Néerlandais et Luxembourgeois s'y plaisent et sont prêt à investir 2 millions d'euros en moyenne pour y vivre confortablement. D'ailleurs, une habitation exclusive sur cinq est sise dans la commune du comte Lippens. Ensuite, sans surprise, viennent Uccle et Ixelles. Au niveau d'Anvers-ville, ce sont les appartements de luxe qui ont le plus de succès. "Anvers est encore très bon marché à l'échelle européenne, certainement le côté sud de l'Escaut, qui est très prometteur", promet Roel Druyts.

"La ville est chérie des Néerlandais qui aiment s'y installer avec leur famille en tant que seconde résidence pour le week-end et son mode de vie urbain et trendy. Ce public 'hype' est croissant". "La villa la plus chère que nous ayons jamais vendue en Belgique?", répète le CEO de Hillewaere après la question indélicate du journaliste. "Cela ne vous étonnera pas si je vous dit que la discrétion est un élément central dans notre métier. Il y a bien quelques ventes qui se font en incognito. Mais le château rénové avec 8 salles de bains que le DJ Afrojack s'est adjugé doit faire partie du top de nos ventes.

Et les ventes d'habitations de plus de 10 millions d'euros se comptent sur les doigts de le main chaque année. La plus chère vendue par nos soins l'an dernier? Il s'agissait d'une luxueuse villa de quelque 16 hectare en Campine, que nous avons vendue à un entrepreneur belge". Le nom et le prix resteront un mystère...

Firefox se dotera bientôt d'une sécurité contre le "drive-by download"

Technologie : Firefox, le navigateur de Mozilla, se dotera d'une nouvelle fonction de sécurité sur Firefox en octobre. Celle-ci doit protéger ses utilisateurs contre le "drive-by download" et tous les désagréments qui en découlent.

Mozilla vient d'annoncer le lancement d'une nouvelle fonction de sécurité sur Firefox pour octobre. Celle-ci rendra plus difficile pour les pages web malveillantes de lancer des téléchargements automatiques et de placer des fichiers contenant des logiciels malveillants sur l'ordinateur d'un utilisateur. Appelé "drive-by download", ce type d'attaque existe depuis deux décennies et se produit généralement lorsque les utilisateurs visitent un site web qui contient un code malveillant placé là par un attaquant.

Le rôle du code malveillant est d'abuser des fonctionnalités légitimes des navigateurs et des normes web pour lancer un téléchargement automatique de fichiers ou une invite de téléchargement, dans l'espoir de tromper l'utilisateur et de l'amener à exécuter un fichier malveillant. Il existe de multiples formes de téléchargements "drive-by", selon la fonction du navigateur que les attaquants décident d'utiliser.

Les navigateurs tels que Chrome, Firefox et Internet Explorer ont, au fil des ans, progressivement déployé diverses formes de protection contre les téléchargements automatiques, mais une protection à 100 % ne peut pas être totalement réalisée, parce que les fabricants des navigateurs ne peuvent pas bloquer totalement les fonctionnalités web légitimes, et aussi en raison du paysage changeant des cyberattaques, les attaquants trouvant toujours un nouveau trou à percer.



Safari pourrait suivre

La dernière série de protections que les fabricants de navigateurs ont décidé de mettre en place contre les téléchargements de type "drive-by" cible une technologie appelée "sandboxed iframe", qui est souvent utilisée pour charger des publicités et des widgets intégrables (vidéos, pistes musicales, podcasts) sur des sites tiers. L'idée est que les sites web lancent rarement des téléchargements via des iframe de type "sandboxed" puisque la plupart de ces widgets sont généralement utilisés pour intégrer du contenu. Chrome a été le premier à bloquer les téléchargements initiés à partir de "sandboxed iframe" avec la sortie de Chrome 73, en mars 2019, et l'option a été complètement supprimée dans Chrome 83, en mai 2020. Cette semaine, Firefox a annoncé des projets similaires. A partir de Firefox 82, dont la sortie est prévue le mois prochain, en octobre 2020, Firefox bloquera tous les téléchargements de fichiers provenant d'un iframe en mode "bac à sable".

La seule situation où les téléchargements seront honorés est si le propriétaire du site web ou le fournisseur de widgets web a un drapeau "allow-download" sur l'iframe. Cependant, la plupart ne le font pas car c'est un risque de sécurité et une raison pour laquelle ils utilisent des iframe de type "sandboxed" dans les premières, plutôt que des iframe classiques. A noter qu'une fonctionnalité similaire a été proposée à l'équipe du Safari WebKit, mais aucun plan n'a encore été établi pour sa mise en œuvre.

Facebook répertorie les bugs de sécurité de WhatsApp sur un nouveau site dédié



SÉCURITÉ : La nouvelle page web de WhatsApp permettra aux utilisateurs et aux chercheurs en sécurité de savoir quand les ingénieurs de Facebook ont corrigé une faille de sécurité majeure.

Facebook lance une nouvelle page web où la société prévoit de lister toutes les vulnérabilités qui ont été identifiées et corrigées dans le service de messagerie instantanée WhatsApp.

Le fabricant de l'application publie régulièrement des notes WhatsApp sur les pages iOS et Google Play Store. Mais ces journaux de modifications ne contiennent pas de descriptions détaillées des failles de sécurité corrigées, dont la plupart sont décrites uniquement comme des « corrections de sécurité ».

Facebook affirme que cela est « dû aux politiques et aux pratiques des boutiques d'applications », mais espère que la nouvelle page fonctionnera efficacement comme un journal de bord axé sur la sécurité pour les utilisateurs intéressés. Les détails qui seront énumérés sur la nouvelle page d'avis de sécurité WhatsApp de Facebook comprendront une brève description du bug, et un identifiant d'une faille de sécurité informatique (CVE), si possible.

LISTE DES BUGS CORRIGÉS

Les numéros CVE sont destinés aux chercheurs en sécurité qui veulent suivre les bugs et les éventuelles tentatives d'exploitation dans le monde réel, ou aux entreprises de sécurité qui veulent émettre des alertes de sécurité à leurs propres clients.

Facebook précise que les bugs listés sur cette page ne signifient pas nécessairement qu'ils ont été exploités.

Toutes les vulnérabilités listées sur le site sont des vulnérabilités qui ont été récemment corrigés, et la nouvelle page devrait servir d'exemple et d'avertissement pour expliquer pourquoi les utilisateurs doivent garder l'application WhatsApp à jour en permanence afin de prévenir de futures attaques.

TRANSPARENCE

En outre, la nouvelle page des avis de sécurité de WhatsApp énumérera également les bogues corrigées dans les bibliothèques utilisées par l'application. Si ces bugs ont un impact plus large, en dehors de l'application WhatsApp, alors Facebook explique qu'il informera également les développeurs de ces bibliothèques et les fabricants d'OS mobiles.

« Nous sommes très attachés à la transparence, et cette ressource est destinée à aider la communauté technologique au sens large à bénéficier des dernières avancées dans nos efforts de sécurité », indique Facebook.

« Nous encourageons vivement tous les utilisateurs à s'assurer qu'ils gardent leur WhatsApp à jour depuis leur magasin d'applications respectif, et qu'ils mettent à jour leur système d'exploitation mobile dès que des mises à jour sont disponibles. »

Le Forfait + à 200 DA L'ANNONCE

*UNE PETITE ANNONCE DE 4 LIGNES DONT CHACUNE COMPRENDRAIT - 26 SIGNES (ESPACE COMPRIS)

République Algérienne Démocratique et Populaire

Ministère Du commerce
Centre National du Registre de commerce (CNPC)

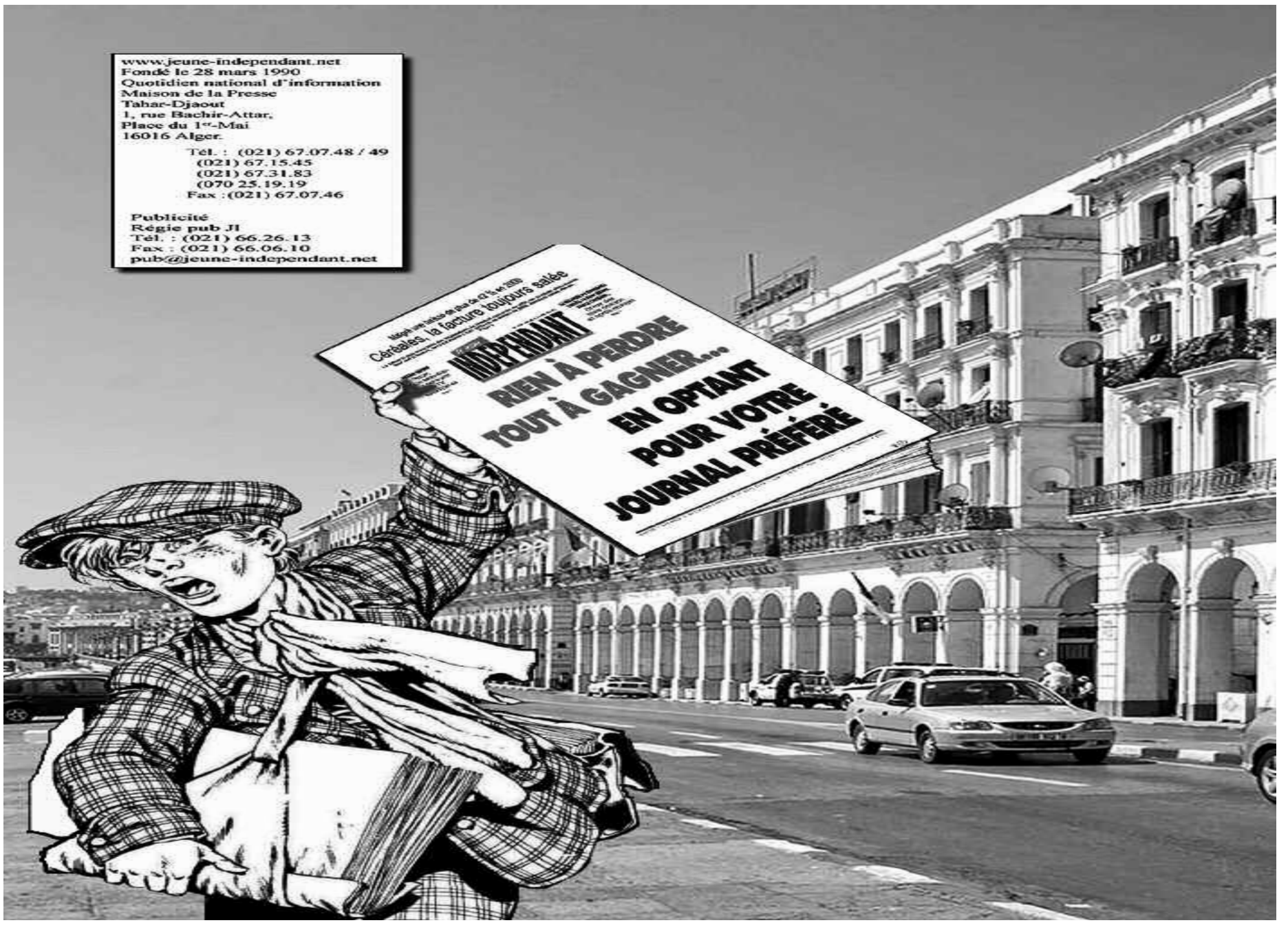
Extrait Du Registre de Commerce
Personne Physique

En date du 08/08/2020, un registre de commerce a été délivrée, sous le numéro N° 16/00_5132259A19 au profit de :
ASEF ZOUAOUI
Né le : 28/01/1945 à Rouïba
En vu d'exercer une activité commercial en l'occurrence : Station Service
Sise : Route National N°24
Bordj El Bahri Alger
-Propriété du fond de commerce : Création
-Propriété du Local Commercial : **ASSEF ZOUAOUI**

Pensée

Il y'a 40 jours nous quittait à jamais notre cher et regretté père et grand-père **Alloua Abdelbaki** dit **« Hadj Azzedine ».**
Ses enfants de Kouba demandent à tous ceux qui l'ont connu, aimé et chéri d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.
Ils prient Allah le Tout Puissant de l'accueillir en son vaste Paradis.
A Allah nous appartenons et à lui nous retournerons.

Repose en paix cher papy
Tes enfants qui t'aimerons à jamais



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION
Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger
Tél. :
(021) 67.07.48/49
(021) 67.15.45
(021) 67.31.83
(070 25.19.19
Fax :
(021) 67.07.46

*****
Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

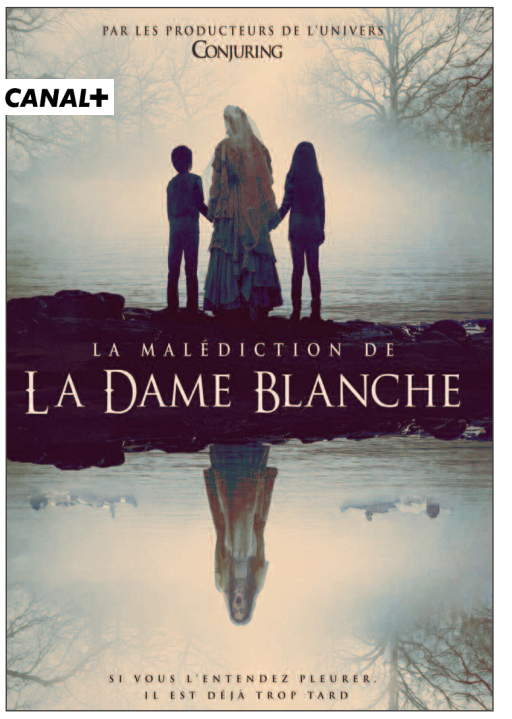
Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
Centre : SIA
Ouest : SIO
Est : SIE
SIMPRAL
******
FLASHAGE
Centre, Est : LJI
******
DIFFUSION
Centre : CIDP.
Ouest : SEDOR.
Est : Eurl KDP
******
PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
pub@jeune-independant.net

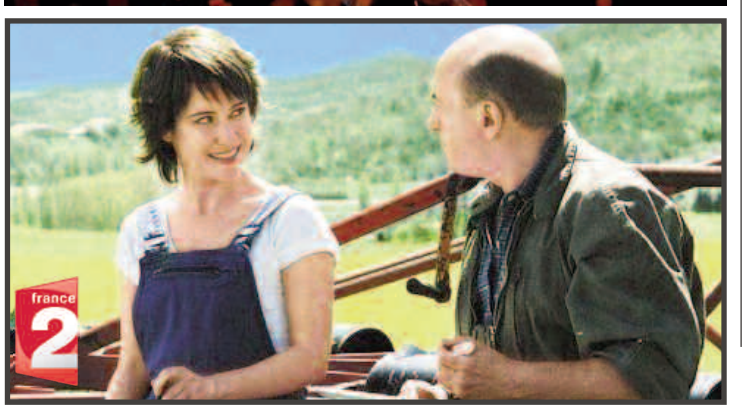
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
1 rue Pasteur, Alger
Tél. : 021 73 76 78
021 73 71 28
021 73 30 43
Fax : 021 73 95 59
******
BUREAUX RÉGIONAUX
• Annaba
3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
Mob. :
(0662) 18.41.81
Fax :
(038) 80.20.36
• Tizi Ouzou
6, rue Capitaine Si Abdallah
15 000
Tizi Ouzou
Tél. :
(026) 22.95.62
Fax :
(026) 22.95.62
• Constantine
Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
Constantine
Tél-Fax :
(031) 66.32.64
• Bejaïa
Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
Bureau N° 10
N° Tél :
034-12-66-21
Email : ljibejaia@yahoo.fr
• Tipasa
B.P. 66-A
42 000 Tipasa
Tél. :
(024) 43.60.26

© 1990-2020
Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

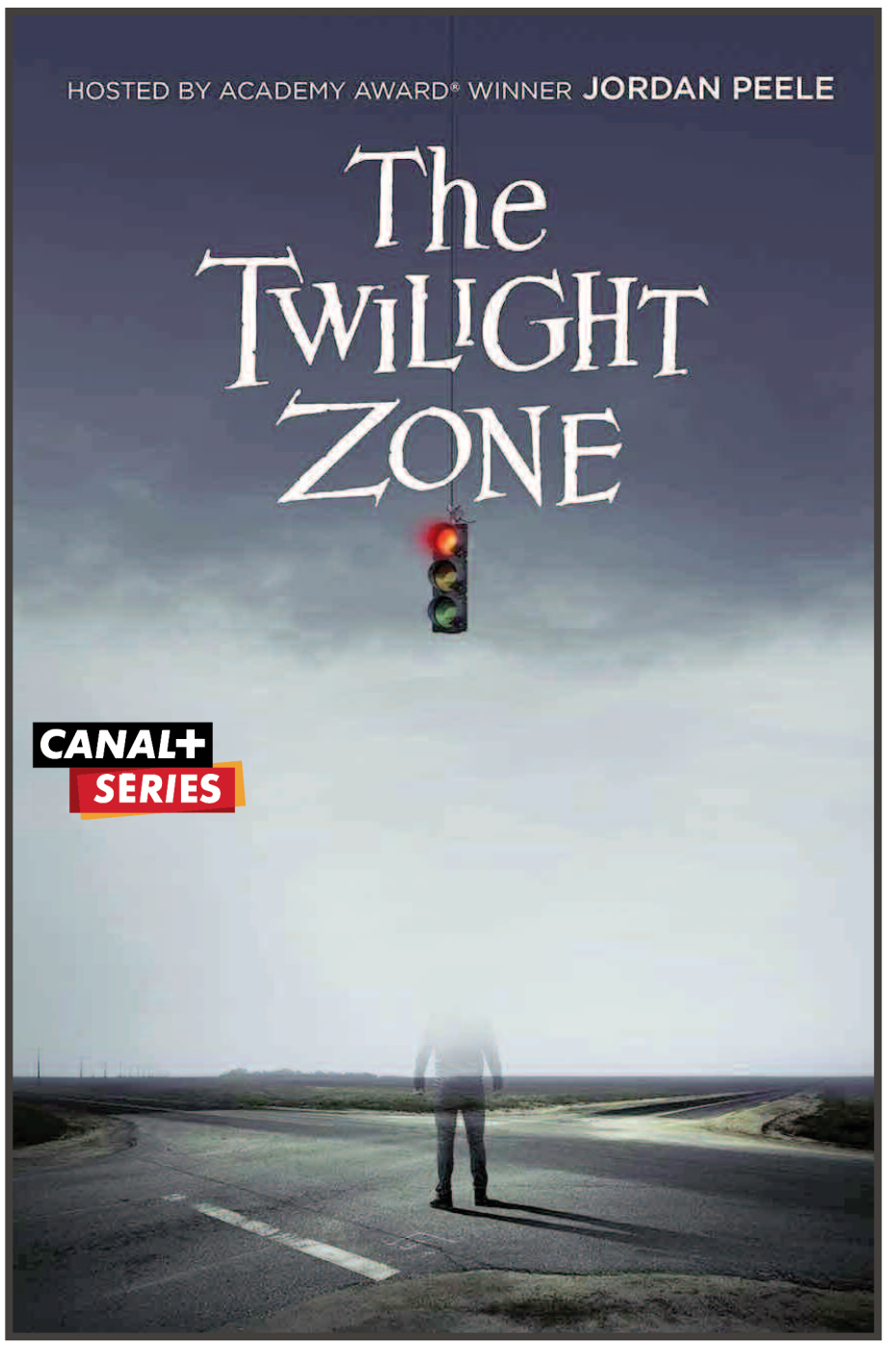












JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

20h00 Cinéma - Film d'action. 2020-Etats-Unis — TF1
Rampage : hors de contrôle

21h05 Cinéma - Comédie dramatique — France 2
Je vous trouve très beau

20h05 Magazine de société — M6
Capital

22h50 Cinéma - Film d'horreur — CANAL+
La malédiction de la dame blanche

20h05 Cinéma - Thriller Etats-Unis - 2015 — W9
Prémonitions

19h50 Cinéma - Thriller — CINE+ FRISSON
Grande-Bretagne - Etats-Unis - 2018
Les veuves

20h00 Cinéma - Film d'action — 6ter
Transformers

20h05 Cinéma - Comédie dramatique — CINE+ PREMIER
Première année

20h15 Cinéma - Comédie dramatique — C8
La liste de mes envies

22h15 Cinéma - Drame — CINE CINEMA
Adam

19h50 Cinéma - Drame — CANAL+ family
Le Mans 66

20h00 Série policière (2004 - Etats-Unis) — TMC
Cold Case

20h05 la chaine CANAL+ SERIES



Série policière (2018 - France)
Saison 7 - Épisode 1-12

Le commissaire Herville a été assassiné alors qu'il dînait dans un restaurant chinois. En apparence, il semble s'agir d'un braquage qui a mal tourné. L'enquête est confiée à Gilou, nommé à la tête du groupe à la place de Laure qui se remet d'une dépression en maison de repos depuis plusieurs semaines. Emprisonnée pour tentative de meurtre sur Jean-Etienne Vern, Joséphine Karlsson attend en prison avant d'être convoquée par le juge.

22h56 **Série fantastique (2020 - Etats-Unis)**
Saison 2 - Épisode 3: Qui est qui ?

The Twilight Zone : la quatrième dimension

Robert et sa femme Barbara viennent d'emménager dans une nouvelle maison. C'est pour le couple un nouveau départ et ils attendent beaucoup de cette vie différente qui commence. Tout à leur bonheur, ils ne se méfient pas des secrets que pourrait bien cacher la bâtisse. Un jour, ils pensent entendre des bruits étranges provenant de la cave. Ils y descendent pour vérifier de quoi il s'agit et font une terrifiante découverte, qui va singulièrement changer leur avenir. Déménager n'était peut-être pas une si bonne idée...

HORAIRES DES PRIÈRES	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	04:36	12:28	16:04	18:54	20:14
CONSTANTINE	04:42	12:32	16:08	18:58	20:17
ALGER	04:55	12:46	16:22	19:13	20:32
OUARGLA	04:55	12:37	16:11	19:00	20:15
CHLEF	05:03	12:53	16:29	19:19	20:38
MOSTAGANEM	05:09	12:58	16:34	19:24	20:43
ORAN	05:12	13:01	16:37	19:27	20:45

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 6781 — DIMANCHE 6 SEPTEMBRE 2020
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	28°	20°
Oran	28°	19°
Constantine	29°	15°
Ouargla	33°	19°

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE POUR LA LITTÉRATURE AMAZIGHE

LE JURY INSTALLÉ

Les membres du jury de la première édition du prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe, composé de chercheurs et universitaires, ont été installés hier à Alger.



Présidé par Youcef Necib, enseignant spécialisé en littérature amazighe et chercheur en anthropologie sociale, le jury est composé de dix autres membres dont des enseignants en linguistique et littérature amazighes, en plus de représentants des ministères de la Culture et des Arts, de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, entre autres.

Nadia Berdous, enseignante de linguistique amazighe à l'université de Bouira, Brahim Hamek, enseignant et chef de département de la langue amazighe à l'université de Bejaia, Nouh Abdellah, enseignant à l'université de Tizi-Ouzou, et Abdellah Sediki, enseignant à l'université de Tamanrasset, font partie de ce jury.

Ces membres ont été installés lors d'une cérémonie à l'hôtel El Djazair en présence du Secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, aux cotés de représentants du gouvernement et d'institutions publiques.

S'exprimant à cette occasion, M. Assad a souligné l'importance du prix qui, dit-il, «encourage la recherche et la création et contribue à l'enrichissement et la promotion de la langue et la culture amazighes».

Le prix vient «mettre en valeur la création et la recherche amazighe dans ses multiples variantes linguistiques» parlées en Algérie, a-t-il indiqué, précisant que le choix des membres du jury «obéit aux critères de l'intégrité morale, la compétence et la représentation pertinente de toutes les variantes de Tamazight et la cohérence du jury».

Pour sa part, le président du jury, Youcef Necib, a soutenu, dans une intervention par visioconférence, que le prix contribuera à l'»émergence d'une élite littéraire et une communauté scientifique» pouvant s'exprimer en Tamazight.

Créé par décret présidentiel, le prix du président de la République pour la littérature et la langue amazighe vise à encourager la recherche, la production et la promotion de la littérature et la langue amazighes. Il a pour but de récompenser les meilleures recherches et œuvres, réalisées dans la linguistique, la littérature exprimée en Tamazight et traduite vers cette langue, la recherche dans le patrimoine culturel immatériel amazigh et la recherche scientifique, technologique et le numérique. Organisé et financé par le HCA, le prix sera décerné le 12 janvier de chaque année à l'occasion de la célébration du jour de l'an amazigh «Yennayer».

Les trois premiers lauréats se verront attribuer une attestation d'appréciation ainsi qu'une récompense financière d'un million de dinars, 500 000 DA et 250 000DA, respectivement.

Le dernier délai pour le dépôt des candidatures pour la première édition du Prix de la littérature et la langue amazighe, a été fixé pour le 26 décembre prochain.

R. N.

TIZI-OUZOU

Bataille autour d'une régularisation foncière à Mekla

LES HABITANTS du village de Chaoufa, dans la commune et daïra de Mekla, menacent de fermer aujourd'hui la RN 12 à la hauteur de leur village, si l'administration tergiverse encore dans la décision d'établir des actes de propriété des terrains qu'ils exploitent depuis au moins quatre décennies.

Cependant, selon des sources proches de ce dossier, ces terres agricoles d'une superficie de plusieurs hectares sont la propriété exclusive des services domaniaux. Les familles qui réclament aujourd'hui l'établissement d'actes de propriété en leurs noms ont occupé ces terres au cours des années 1960 et 1970, mais sans pour autant que le véritable propriétaire, l'administration domaniale, n'ait jugé utile de les en déloger.

Et devant l'inertie des pouvoirs publics, ces habitants du village Chaoufa se sont mis à les travailler et à les exploiter.

Plus tard, les descendants de ces familles, faute de manifestation de l'administration domaniale et de témoignages de leurs parents sur l'origine de leur présence sur ces terres, sont persuadés que ce sont réellement leurs biens et un héritage familial. C'est pourquoi, ils ont introduit à maintes reprises des demandes de régularisation en tant que propriétaires de ces terres en question.

De son côté, l'administration domaniale, après avoir reçu ces demande de régularisation, ont ouvert une enquête, qui a permis de dévoiler le véritable statut juridique de ces terres. Et, par conséquent, son refus catégorique d'établir des actes de propriété à des indus occupants.

Et paradoxalement, les occupants et exploitants de ces terres croient fermement que ce sont eux les véritables propriétaires, d'où leur volonté d'aller jusqu'au bout de leur revendication.

C'est justement cette conviction d'être dans leur droit, qui les a poussés aujourd'hui à durcir leur action revendicative, en fermant à la circulation automobile la RN12. Aussi, la question fondamentale qui se pose à présent est de savoir si les pouvoirs publics comptent céder à la pression de ces habitants de Chaoufa ou comptent-ils maintenir leur position. Le mieux serait d'aller en justice, seule habilitée à trancher sur ce conflit.

De notre bureau, Saïd Tissegouine

SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER
Élimination de 13 décharges anarchiques

LA POLICE de l'urbanisme et de la protection de l'environnement relevant de la Sûreté de wilaya d'Alger a recensé, en août dernier, 480 interventions liées principalement au jet et abandon de déchets et au refus d'utilisation du système de déchets mis en place par les services concernés, outre l'élimination de 13 décharges anarchiques, a-t-on appris hier samedi auprès de ce corps. Dans le cadre de ses missions relatives à la protection de l'environnement, à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets, les éléments de la Police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement de la sûreté de wilaya d'Alger ont recensé 480 interventions liées au jet et à l'abandon de déchets et au refus d'utilisation du système de déchets mis en place par les services concernés, outre 286 interventions pour dépôt, jet ou abandon de déchets inertes issus de l'exploitation des carrières et mines ou des travaux de démolition, de construction ou de restauration. Enregistrant 27 interventions relatives à l'obstruction de la voie publique en y déposant ou laissant des matériaux pouvant entraver la libre circulation, les mêmes services ont effectué 16 autres interventions pour jet ou dépôt sur la voie publique de poubelles, déchets, déversement d'eaux usées, de matériaux susceptibles de causer des dégâts ou des déchets nauséabonds nocifs pour la santé, ainsi que l'élimination, en coordination avec les autorités locales, de 13 décharges illicites. Concernant l'atteinte aux règles de l'urbanisme et le nettoiement de la voie publique, les mêmes services ont mené 201 interventions pour des constructions sans permis, 3 autres pour non conformité au permis de construire délivré et 86 interventions contre le commerce informel. Dans le volet hygiène et santé publique, les mêmes services ont fait état, durant la même période, de sept (7) cas de jet de cadavres d'animaux et de déchets d'origine animale au lieu de s'en débarrasser par inhumation ou incinération, a conclu le communiqué.

S. N.

CHLEF

Mort d'une jeune fille par noyade

UNE JEUNE fille est décédée par noyade à la plage non autorisée à la baignade de Thaghzoult, de la commune de Sidi Abderrahmane (75 km au nord -ouest de Chlef), a indiqué samedi un communiqué des services de la protection civile de la wilaya. Les unités de la protection civile sont intervenues, hier vendredi, au niveau de la plage non autorisée à la baignade de Thaghzoult, pour assister et évacuer une jeune fille (26 ans), qui s'est noyée et a été repêchée par son frère, avant que les surveillants de la plage voisine de Taghzoult autorisée à la baignade, ne lui prodiguent les premiers soins, est-il ajouté dans le même communiqué. Selon le document, la victime a été transférée vers la polyclinique d'El Marsa, où elle a rendu l'âme, portant ainsi à cinq le nombre de morts (toutes des jeunes filles) par noyade à Chelf, depuis l'ouverture de la saison estivale. Un appel a été lancé, à l'occasion, par les services de la protection civile en vue d'éviter la baignade au niveau des plages non autorisées. A noter que les autorités de la wilaya ont annoncé, depuis la mi-août dernier, l'autorisation de la baignade au niveau de 16 plages, sur les 26 recensées le long du littoral de Chlef.

T. R.